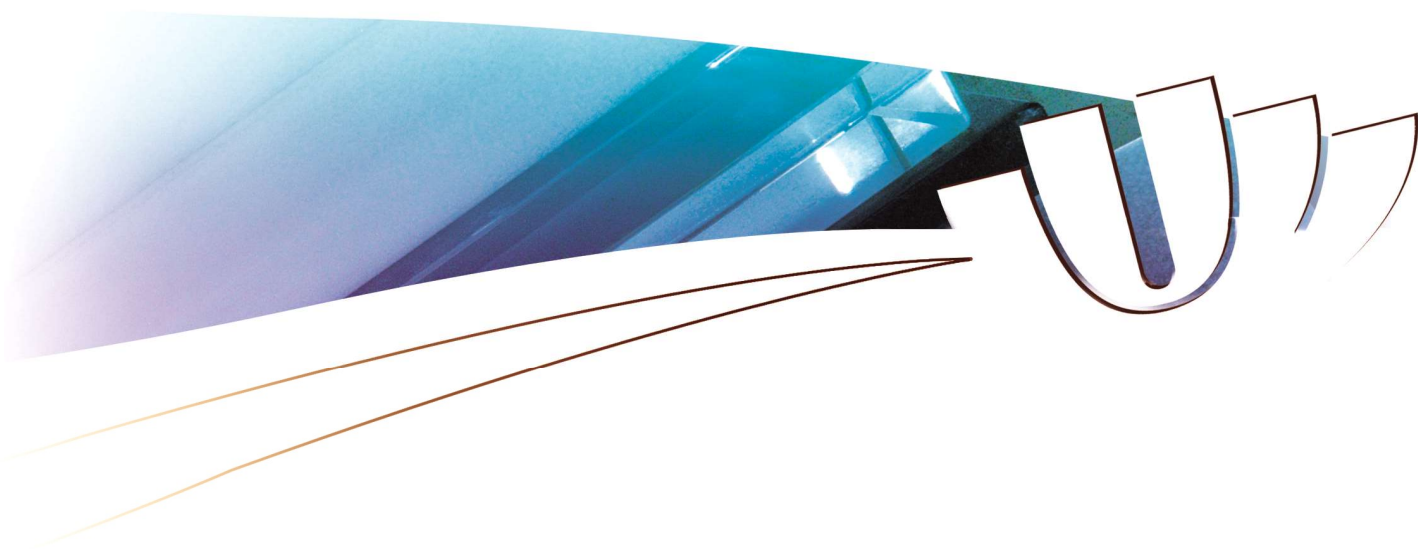




COMPTE FINANCIER 2022

PRÉSENTÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2023



RAPPORT DE GESTION 2023 DE L'ORDONNATEUR

Conseil d'administration du 14 mars 2023



Table des matières

RAPPEL BUDGETAIRE.....	2
DEFINITIONS	3
CHIFFRES CLES DE L'EXERCICE 2022	4
ELEMENTS D'ANALYSE.....	4
1. AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES	5
1.1. Tableau des autorisations budgétaires	5
1.2. Tableau des crédits de paiement.....	9
1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine	9
2. EQUILIBRE FINANCIER	12
2.1 Tableau d'équilibre financier	12
2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers	13
3. ANALYSE DE LA SOUTENABILITE	13
3.1 Tableau de situation patrimoniale.....	13
3.1.1. Evolution des recettes de fonctionnement	14
3.1.2. Evolution des dépenses de fonctionnement.....	17
3.1.3. Les recettes d'investissement	21
3.1.4. Les dépenses d'investissement	22
3.2 Plan de Trésorerie	23
3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées.....	25
3.4 Tableau des opérations pluriannuelles	25
3.5 Tableau de synthèse budgétaire et comptable	25
EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES ET SACD.....	26
SAIC.....	26
Centre de formation des apprentis (CFA).....	29
Fondation	30
Réseau des établissements de l'ESR champardennais.....	31



RAPPEL BUDGETAIRE

Pour mémoire, le budget initial a été voté le 7 décembre 2021 et complété par deux budgets rectificatifs, votés le 20 septembre 2022 et le 6 décembre 2022.

Pour rappel, les enveloppes d'autorisation de dépenses fixées en crédits de paiement (CP) lors du second budget rectificatif (BR) 2022 s'établissaient comme suit :

- Masse salariale (MS) :	178 408 K€
- Fonctionnement :	31 482 K€
- Investissement :	23 073 K€

En parallèle, les objectifs de recettes se décomposaient de la manière suivante :

- Subvention pour charge de service public (SCSP) :	181 526 K€
- Recettes propres globalisées :	24 817 K€
- Recettes propres fléchées :	26 614 K€

Rappelons aussi que ce second BR 2022 prévoyait un résultat de 1 125 K€ et un prélèvement du fonds de roulement de 5 046 K€.



DEFINITIONS

☞ Le solde budgétaire

Différence entre les recettes encaissées et les dépenses payées toutes masses confondues (masse salariale, fonctionnement et investissement).

Ce solde relève de la comptabilité budgétaire et permet de mesurer l'écart entre la prévision et l'exécution. Il convient de ne pas le confondre avec le résultat comptable. Le taux d'exécution budgétaire correspond ainsi à la différence entre le budget voté et les dépenses payées et non les charges.

☞ Résultat de l'exercice ou résultat net comptable

Différence entre produits et charges de fonctionnement, le résultat net comptable mesure l'enrichissement ou l'appauvrissement de l'Université au cours de l'exercice.

Il tient compte à la fois :

- des charges et des produits qui ont donné lieu à des mouvements de trésorerie ;
- des opérations comptables : dotations aux comptes de provisions et d'amortissements, variation des stocks, ...

☞ Capacité d'autofinancement (CAF)

Contrairement au résultat net comptable, la CAF ne retient que les opérations ayant fait l'objet d'une sortie ou d'une entrée directe de trésorerie (encaissements ou décaissements). Elle mesure ainsi la capacité de l'établissement à financer, sur ses ressources, générées par son activité, les investissements de l'exercice.

☞ Fonds de roulement (FDR)

Calculé à partir du bilan, le fonds de roulement correspond à la différence entre les ressources stables (réserves, subventions d'investissement, dotations) et les dépenses d'immobilisations. Il permet de vérifier dans quelle mesure est respectée une des règles fondamentales de l'équilibre financier : les acquisitions durables doivent être financées par des ressources stables. Cependant, le FDR ne peut suffire à la définition de la richesse réellement disponible pour la poursuite de la politique d'investissement de l'université.

☞ Besoin en fonds de roulement (BFR)

Il correspond à la partie des créances qui n'est pas couverte par des dettes. C'est donc, pour l'établissement, un besoin de financement de l'exploitation pour lequel il convient de trouver une ressource. Le BFR est la résultante d'éléments qui s'imposent à l'établissement (ex. : délai maximum de paiement aux fournisseurs fixé par la réglementation, paiement des cotisations fiscales et sociales à des dates précises, date de versement des subventions...) ou de décisions de gestion (ex. : délai de recouvrement des créances auprès des autres établissements, des entreprises...).



CHIFFRES CLES DE L'EXERCICE 2022

Les chiffres clés de l'exercice, présentés ci-dessous, correspondent à des données comptables intégrant les écritures d'inventaire ne donnant pas lieu à encaissement et décaissement (extournes des charges à payer (CAP) des années antérieures, CAP de l'année, produits à recevoir, opérations d'inventaire, dotations et reprises des amortissements et provisions...).

Le résultat consolidé de l'exercice 2022 est de 2 397 K€, soit 1 272 K€ au-dessus des prévisions du BR2 2022.

La CAF s'élève à 7 965 K€ et l'on peut constater sur l'exercice 2022 un apport au fonds de roulement de 4 860 K€ alors que le BR2 prévoyait un prélèvement de 5 046 K€. Le fonds de roulement (FdR) s'élève ainsi à 36 456 K€.

Les dépenses de masse salariale 2022 sont de 174 843K€ (le remboursement de frais de transport et le forfait mutuelle sont maintenant rattachées pour les écritures comptables aux dépenses de fonctionnement), soit 78,1 % des dépenses (total des dépenses de fonctionnement et d'investissement). Elles sont en hausse de 6 355 K€ par rapport à 2021, soit une augmentation de 3,8%.

Les dépenses de fonctionnement (hors MS et dotations) sont de 29 540 K€, soit 13,2% des dépenses. Cela représente une hausse de 2 977 K€, soit 11,2%, par rapport à 2021.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 15 745 K€ soit 6,92% des dépenses. Elles sont en baisse très significative (de 41% par rapport à 2021).

La SCSP est en progression de 4 153 K€, soit +2,34% de 2021 à 2022, pour atteindre 181 467 K€. Les produits de fonctionnement s'établissent, pour leur part, à 29 929 K€ (+1 316 K€ par rapport à 2021 soit +4,60%) et les recettes d'investissement à 12 369 K€ (-3 435 K€ par rapport à l'année précédente).

ELEMENTS D'ANALYSE

Le résultat de l'exercice 2022 s'élève à 2 397 K€ contre 1 125 K€ en prévision soit un écart de 1 272 K€. Cet écart s'explique notamment par l'encaissement de recettes non prévues et par des sous exécutions de dépenses supérieures à celles des autres recettes.

Par rapport à la prévision, les crédits de paiement de fonctionnement ont, en effet, été sous-exécutés à hauteur de 5 909 K€ et les dépenses de masse salariale à hauteur de 1 297 K€ pour un total de 7 206 K€. Dans le même temps, le taux de réalisation des produits de fonctionnement (98% hors SCSP) s'avère satisfaisant.

S'agissant des écritures d'inventaire, l'année 2022 présente une diminution des charges à payer de masse salariale de 177 K€ qui joue légèrement en faveur du résultat.

La CAF diminue de 8,4% par rapport à la prévision du BR2 malgré la hausse du résultat et s'établit à 7 965 K€ ; cette baisse est liée à la mise à jour des écritures comptables pour un effet de -1 998 K€ incluant notamment la vente de l'IUTL.



Le fonds de roulement (FDR) progresse de 4 860 K€ par rapport à 2021 alors que le BR2 prévoyait une baisse de 5 046 K€. Cette embellie est due, pour l'essentiel à la sous-exécution des dépenses d'investissement, plus sensible que celle des recettes associées.

A l'issue de cette gestion, l'ensemble des agrégats témoigne de la solidité financière de l'URCA et cette analyse est confirmée par les ratios de masse salariale et d'autonomie financière qui sont correctement positionnés :

- taux de pression de masse salariale à 82,71%, sous le seuil d'alerte de 83%.
- taux d'autonomie financière (capacité de l'établissement à dégager des marges de manœuvre au-delà du financement par la SCSP) à 20,01% bien au-dessus du seuil de vigilance de 15%.

Par ailleurs, le fonds de roulement représente 64,21 jours de fonctionnement des dépenses décaissables permettant de soutenir la dynamique de l'établissement en matière d'investissement.

1. AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES

1.1. Tableau des autorisations budgétaires

Tableau A : Evolution des autorisations d'engagement par enveloppe budgétaire

AE	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022	Variation réalisé 2022 /BR2 2022	
				montant	pourcentage
Personnel	169 494 690	178 408 410	177 223 724	- 1 184 686	-0,67%
Fonctionnement et intervention	26 364 368	31 371 443	27 247 925	- 4 123 517	-15,13%
Investissement	26 372 301	25 138 218	17 665 074	- 7 473 144	-42,30%
TOTAL	222 231 359	234 918 071	222 136 724	- 12 781 347	-5,75%

Enveloppe de personnel et tableau des autorisations d'emplois

L'enveloppe de dépenses de personnel s'établit à 177 224 K€ d'AE et 177 111 K€ de CP pour des taux de réalisation respectifs de 99,34 % et 99,27 % (vs 98,67 % et 98,68 % en 2021).

La masse salariale représente l'ensemble des dépenses relatives à la rémunération du personnel. Elle se compose de l'ensemble des rémunérations principales (salaires) et accessoires (primes et indemnités diverses), des heures complémentaires, des prestations sociales obligatoires et facultatives, ainsi que des cotisations sociales, impôts et taxes dus par l'employeur au titre de son personnel.

La principale dépense (176 904 K€) concerne la Paye sans Ordonnancement Préalable (PSOP) : il s'agit de la masse salariale payée directement par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP). Elle peut se subdiviser en deux parties, d'une part 174 843K€ pour les rémunérations (compte comptable 64) et d'autre part 2 013K€ pour les frais de transport, le forfait mutuelle (compte comptable 633) qui doivent être comptablement imputés en fonctionnement.

Les autres dépenses dites « hors PSOP » (207 K€) sont, par exemple, des versements au titre de prestations sociales facultatives ou de capitaux décès – accidents du travail – maladie professionnelle.



Tableau B : Comparaison entre la prévision budgétaire et son exécution (CP)

L'exécution 2022 (montants PSOP et HPSOP et sans tenir compte des retraitements comptables relatifs aux charges à payer) s'élève à 177 111 K€ soit 99,27 % d'exécution du BR2 (178 408 K€).

Exercice 2022	BR2	Exécution	Ecart	Taux exéc.
Rémunérations	87 050 207	86 593 411	-456 797	99,48%
Accessoires	9 973 373	9 632 403	-340 970	96,58%
Heures Complémentaires	7 492 662	7 481 434	-11 228	99,85%
Prestations	503 961	494 881	-9 080	98,20%
Charges	72 130 798	71 859 720	-271 078	99,62%
Total PSOP	177 857 575	176 904 185	-1 053 390	99,41%
HPSOP	450 835	206 859	-243 976	45,88%
Total PSOP + HPSOP	178 408 410	177 111 044	-1 297 366	99,27%

- Rémunérations : sous-consommation de 457 K€ et taux d'exécution de 99,48 % dû au décalage de prise en charge en paie d'agents entrants en novembre et décembre 2022, à des reports de recrutement sur 2023 ainsi qu'à la sous-exécution de l'enveloppe contrats de recherche.
- Accessoires : sous-consommation de 341 K€ et taux d'exécution de 96,58 % dû aux nouvelles modalités de calcul de la prime de formation professionnelle, au report de la prime C3 en 2023, à la sous-exécution des vacances étudiantes (longueur de traitement important et contrats engagés non exécutés dans leur totalité), aux reports de paiement sur 2023.
- Heures complémentaires : sous-consommation de 11,2 K€ et taux d'exécution de 99,85 %
- Prestations : sous-consommation de 9 K€ et taux d'exécution de 98,20 % générée par la baisse du volume des remboursements de transport (travail en distanciel et mise en place du dispositif mobilités douces.
- Charges : sous-consommation de 271 K€ et taux d'exécution de 99,62 % corrélés directement aux sous exécutions des postes rémunérations, accessoires et heures complémentaires.

Tableau C : Comparaison entre l'exécution 2022 et l'exécution 2021

	Exécution 2021	Exécution 2022	Variation	% variation
Rémunérations	83 442 179	86 593 411	3 151 232	3,76%
Accessoires	8 380 927	9 632 403	1 251 476	14,93%
Heures Complémentaires	7 603 140	7 481 434	-121 706	-1,6%
Prestations	217 795	494 881	277 086	127,22%
Charges	69 644 271	71 859 720	2 215 449	3,18%
Total PSOP	169 288 312	176 904 185	7 615 873	4,50%
HPSOP	207 271	206 859	-412	-0,20%
Total PSOP + HPSOP	169 495 583	177 111 044	7 615 461	4,49%



L'exécuté décaissé 2022 s'élève à 177 111 K€ contre 169 496 K€ en 2021, soit une hausse de 7 615 K€ (+4,49 %) portée par les évolutions suivantes pour les masses PSOP :

- Rémunérations : progression de 3 151 K€ brut, soit 3,76 %, portée par la revalorisation de 3,5 % du point d'indice (1 454 K€), les hausses du SMIC (+85 K€), l'effet des campagnes d'emploi (extension en année pleine pour 2021 788 K€, 4 mois pour 2022 319 K€), la hausse naturelle des rémunérations (dont GVT positif 1223 K€) ainsi que l'augmentation des effectifs.
- Accessoires : progression de 1 251 K€ brut, soit 14,93 %, due essentiellement à l'impact de la LPR pour 729 K€ (RIPEC et indemnitaire HU), à la mise en place du nouveau régime de congé (200 K€), à la progression du dispositif COSP pour les maîtres de stage universitaire de médecine (MSU) (+256 K€), à la prise en charge du télétravail (48 K€).
- Heures complémentaires : diminution de 122 K€ brut, soit -1,6%.
- Prestations : hausse de 277 K€ soit 127,22 % générée par les nouvelles mesures mises en place en 2022 : protection santé complémentaire (226 K€) et forfait mobilités douces (8 K€).
- Charges : hausse de 2 215 K€, soit + 3,18%, directement corrélée à la hausse des postes rémunérations, accessoires et heures complémentaires.

La consommation d'emplois en 2022 est de 2 375,17 ETPT contre 2 360,80 en 2021 soit une progression de 14,37 ETPT (+0,61%) répartie de la façon suivante :

Enseignants et Enseignants-chercheurs titulaires :	- 4,94 ETPT
BIATSS titulaires :	- 12,05 ETPT
Enseignants et Enseignants-chercheurs contractuels :	- 3,98 ETPT
BIATSS contractuels :	+ 35,34 ETPT
dont plafond 1 (état)	+18,22 ETPT
plafond 2 (RP)	+17,12 ETPT

Enveloppe de fonctionnement

L'enveloppe de fonctionnement s'établit à 27 248 K€ en AE et 25 573 K€ en CP, pour des taux de réalisation respectifs de 86,86 % et 81,93 % (vs 92,54% et 86,29 % en 2021).

La baisse des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement témoigne des mesures de sobriété prises dans le dernier trimestre compte tenu de l'augmentation des fluides ainsi que de l'inflation.

En valeur absolue, la sous-exécution s'élève à -4 123 K€ en AE et -5 909 K€ en CP alors qu'elle était respectivement de -2 126 K€ et -3 896 K€ en 2021.

La sous-exécution concerne pour 1 261 K€ des projets fléchés (non-exécution des dépenses et non encaissement des recettes) :

- La Recherche connaît encore une sous-exécution notable de 1 059 K€ répartie sur les crédits récurrents (SCSP, 100 K€), les enveloppes réservées pour projets nouveaux éventuels (200K€) et les projets de recherche qui ne sont pas consommés ou engagés à 100%.



La sous exécution des projets est répartie sur une multitude de lignes dont on peut synthétiser la majorité par domaines fonctionnels comme suit :

○ Recherche en Science de la terre	134 K€
○ Recherche en Physique, Chimie et Sciences pour l'ingénieur	150 K€
○ Recherche en Mathématiques	201 K€
○ Recherche en Science de la vie, biotechnologie et santé	114 K€
○ Recherche en Sciences de l'Homme et de la Société	54 K€

S'agissant de conventions pluriannuelles, les crédits peuvent être utilisés sur la durée du contrat. Certaines des conventions ont par ailleurs pu bénéficier d'un avenant administratif qui prolonge les projets sur l'exercice 2023. Pour la majorité, le retard pris dans l'exécution des contrats est dû à nouveau à la crise sanitaire.

- Les PIA pour 202 K€, malgré les reports opérés en BR2

Usuellement, l'on note des sous-exécutions éparses (2 870 K€ vs 616 K€ en 2021) sur :

○ les composantes	866 K€
○ les directions	1 935 K€
○ les SACD	69 K€

Enveloppe d'investissement

L'enveloppe d'investissement s'établit à 17 665 K€ en AE et 14 757 K€ en CP, pour des taux de réalisation respectifs de 70,27 % et 71,12 % (vs 94,76 % et 75,42 % en 2021).

La sous exécution des dépenses d'investissement s'élève à -7 473 K€ (-1 458 K€ en 2021).

Elle s'explique dans sa majorité par les dépenses de la DPLDD qui a sous-consommé son enveloppe de 6 146 K€. Les opérations suivantes n'ont en effet pas été réalisées :

- plan de relance (retard dans l'exécution des travaux)	1 396 K€
- construction du pôle agro numérique du campus MDH (Travaux reportés et budgétisés en 2023-2024 : étude construction hangar en 2023 + travaux en 2024)	991 K€
- simulateurs d'Odontologie (Tranche revue à la baisse suite à un ajustement lors de la notification et report de 250K en 2023 en AE)	663 K€
- rénovation des amphi A1 & A2 de l'IUT RCC (report sur 2023)	600 K€
- aménagement des locaux de recherche (Travaux reportés et budgétisés en 2023-2024 compte tenu du plan de charge de la DPLLD. L'appel d'offre est en cours)	595 K€
- mise en sécurité du campus MDH (amphi 4) (opérations pluriannuelles / travaux reportés et budgété en 2023)	320 K€
- premiers équipements de l'extension de l'ESI Reims	154 K€

Par ailleurs, le budget de la Recherche affiche une sous-exécution de -655 K€ légèrement supérieure à celle de 2021 (-531 K€). Elle porte notamment sur le projet Total énergie pour 66 K€, le projet GE-MED pour 183 K€ et l'enveloppe de réserve des crédits fléchés pour nouveaux projets non utilisée pour 149 K€.

De plus, les nouveaux PIA en formation n'ont pas tous pu lancer la totalité de leurs investissements. Il en résulte une sous-exécution de 169 K€ (116 K€ BIOECO Academy, 43 K€ Demetere, 10 K€ HYPE 13).

Enfin, la sous exécution des composantes s'élève à 503 K€ dont 330 K€ pour le pacte de compétence porté par l'EiSINE en raison d'un problème d'approvisionnement.

1.2. Tableau des crédits de paiement

Tableau D : Evolution des crédits de paiement par enveloppe budgétaire

CP	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022	Variation réalisé 2022 /BR2 2022	
				montant	pourcentage
Personnel	169 496 103	178 408 410	177 111 044	-1 297 366	-0,73%
Fonctionnement et intervention	24 507 105	31 482 400	25 573 393	-5 909 007	-18,07%
Investissement	15 478 866	23 073 357	14 756 682	-8 316 674	-28,88%
TOTAL	209 482 074	232 964 167	217 441 120	-15 523 047	-6,51%

Le niveau de paiement est directement impacté par le niveau d'engagement de l'année.

En investissement, s'ajoutent des opérations d'envergure pour lesquelles les sommes engagées n'ont pas été totalement payées en 2022. C'est notamment le cas des opérations suivantes :

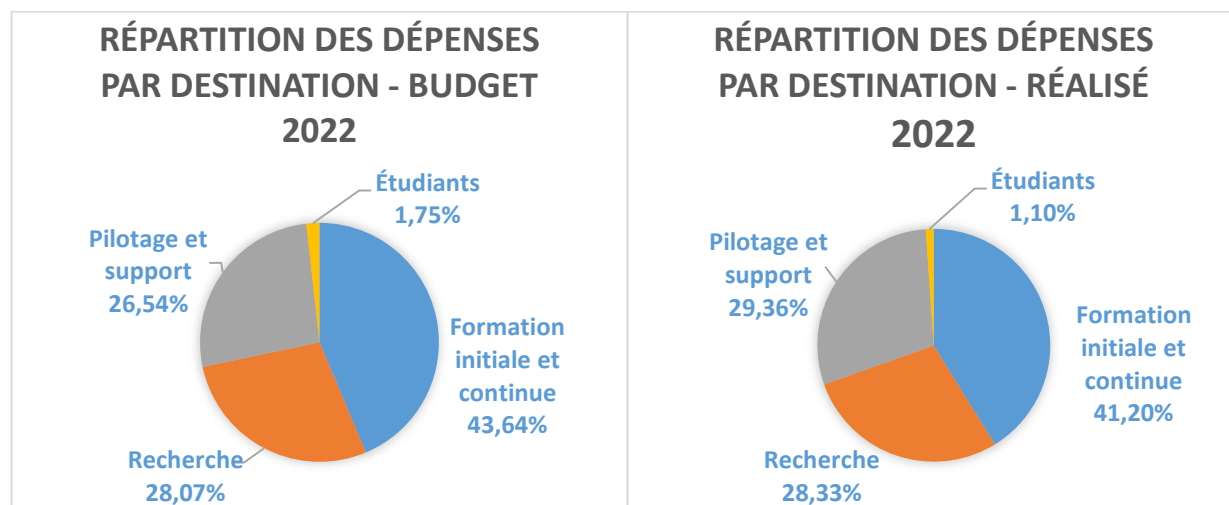
- plan de relance (reporté sur 2023, retard dans les travaux) 3 151 K€
- projets de réseaux Télécom (DN) 474 K€
- travaux de maintenance 301 K€
- travaux de rénovation des amphi A1 & A2 de l'IUT RCC 295 K€
- travaux de réfection et d'étanchéité des sites 104 K€

L'exécution du budget de l'établissement en 2022 a conduit à consommer davantage d'AE que de CP. Par conséquent, le niveau de reste à payer est en hausse.

1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Dépenses par mission

Graphique 1 : Répartition des dépenses par destination en budget et en réalisé



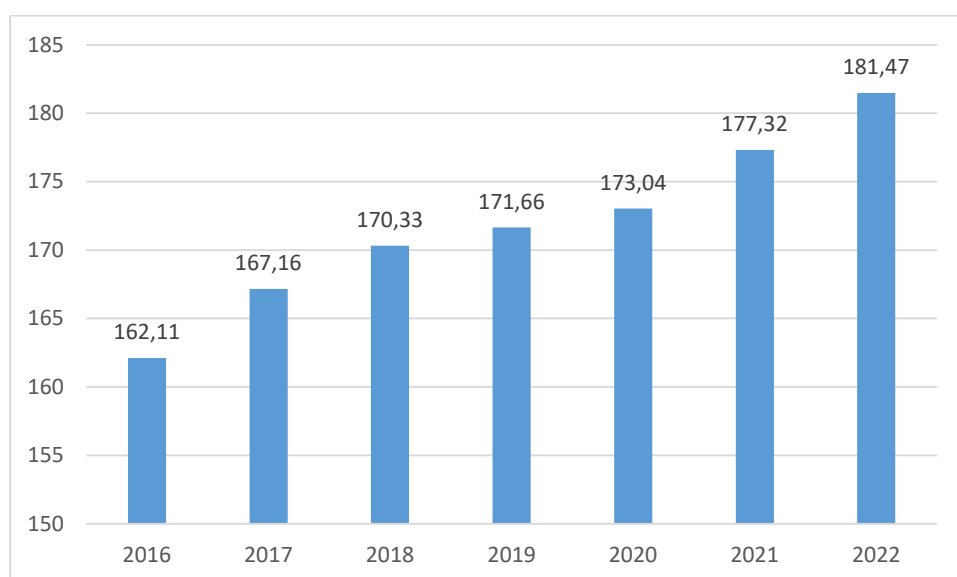
Recettes par fonds

Tableau E : Comparaison des recettes par fonds budgétées et réalisées

FONDS	BR2 2022			CF 2022			Ecart
	RPG	RPF	Total	RPG	RPF	Total	
Subvention pour charges de service public	181 526 162	-	181 526 162	181 466 531	-	181 466 531	- 59 631
Droits d'inscription	3 787 464	18 576	3 806 040	3 527 494	-	3 527 494	- 278 546
Formation continue, diplômes propres et VAE	4 716 907	-	4 716 907	4 838 426	2 367	4 840 793	123 885
Taxe d'apprentissage	882 923	-	882 923	646 936	122 400	769 336	- 113 587
Contrats et prestations de recherche hors ANR	71 364	1 818 430	1 889 794	187 722	1 853 111	2 040 833	151 039
Valorisation	63 014	-	63 014	33 800	-	33 800	- 29 215
ANR investissements d'avenir	175 203	4 470 407	4 645 610	160 483	3 638 221	3 798 704	- 846 906
ANR hors investissements d'avenir	-	2 189 427	2 189 427	407 535	1 664 677	2 072 212	- 117 215
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	1 239 143	7 982 163	9 221 306	1 044 284	7 390 905	8 435 188	- 786 118
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	153 094	3 326 920	3 480 014	159 158	3 028 830	3 187 988	- 292 026
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	2 213 836	6 543 600	8 757 437	2 513 414	4 513 565	7 026 979	- 1 730 458
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	18 900	212 080	230 980	33 804	281 167	314 972	83 992
Autres recettes	11 495 579	52 457	11 548 036	11 462 145	33 848	11 495 993	- 52 043
TOTAL RECETTES	206 343 590	26 614 060	232 957 650	206 481 731	22 529 091	229 010 822	- 3 946 828

La subvention pour charge de service public (SCSP)

Graphique 2 : Evolution de la SCSP en M€



Le montant total de la dotation de l'établissement, nette de la mise en réserve, s'élève à 181 467 K€ à un niveau équivalent à celui retenu au BR2.

La SCSP présente une augmentation de 2,34 % soit +4 153 K€ par rapport à la dotation 2021, répartie comme suit :

- baisse de l'enveloppe MS du plan de relance dédiée à la réussite étudiante
places supplémentaires - dispositif FSS et Paréo -187 K€
- hausse de l'enveloppe de la masse salariale (2 288 K€, soit +1,41 %) qui porte principalement sur les points suivants :
 - o Protection sociale complémentaire + 250 K€
 - o Revalorisation indemnitaire (personnels administratifs/socials) +214 K€
 - o Reclassement LPR des jeunes chercheurs +182 K€
 - o Réforme de la formation initiale en INSPE +153 K€
 - o Revalorisation indiciaire - personnels administratifs (cat C) +152 K€
 - o Recrutement psychologues 2021 - crise sanitaire COVID 19 +123 K€
 - o DSG – Moyen STAPS + 120 K€
 - DSG 2 – Rééquilibrage + 120 K€



- Etudiants ukrainiens - places supplémentaires en FLE +17 K€
- Hausse de l'enveloppe de fonctionnement (+ 1 470K€, soit +10,56%),
 - Soutien ministère - surcoût énergétique 1 498 K€
 - Aides aux étudiants en situation de handicap + 82 K€
 - Chèque psychologue + 65 K€
 - Indemnité et frais de déplacement (CNU/CNAP) + 11 K€
 - Concours national d'agrégation + 5K€
 - LPR 2022 – dotation au démarrage - 110 K€
 - Crise sanitaire Covid 19 – autotest - 94 K€
 - IUF – crédits scientifiques - 26K€

Les ressources propres

Les ressources propres encaissées s'élèvent à 47 544 K€, soit 92% de la prévision contre 101% en 2021. Sur ressources propres globalisées, le taux de facturation est de 101% contre 109,86% en 2021. Sur ressources propres fléchées, il est de 84,65% contre 62,74% en 2021.

S'agissant de données budgétaires, les écritures d'inventaire (produits à recevoir et produits constatés d'avance) ne sont pas prises en compte à ce stade. Par ailleurs, les encaissements 2022 peuvent correspondre à des factures émises lors des années antérieures et donc à des recettes prévues les années précédentes.

La sous-exécution s'élève à -3 947 K€ et recouvre une réalité contrastée.

Tout d'abord, certaines activités ont généré moins de recettes que prévu. On peut en citer quelques-unes :

- La Recherche, principalement en lien avec la sous-exécution constatée en dépenses (-1 616 K€). De plus, les soldes 2021 des conventions Grand Reims ne sont toujours pas perçus en 2022 (-264 K€). Un avenant de prolongation pour le projet PFExcel décale le versement du solde en 2023 (-261 K€). Enfin, l'Etablissement reste dans l'attente des soldes de certains projets CPER (-225 K€).
- Les droits d'inscription budgétés pour 3 806 K€ ont finalement été encaissés pour 3 527 K€, soit -278 K€ en lien avec la démographie étudiante
- Une baisse de la Taxe d'apprentissage par rapport à la prévision est constatée pour 114 K€
- Le solde du PIA Hype 13 est décalé sur 2023 pour 181 K€
- Le report en 2023 du projet Hope de la DREDI pour 135 K€

A l'inverse, certaines recettes sont plus importantes que prévu :

- La formation continue a permis de collecter 4 841 K€, soit +124 K€ que prévu
- Les contrats et prestations de recherche augmentent de 151 K€ par rapport aux prévisions

2. EQUILIBRE FINANCIER

2.1 Tableau d'équilibre financier

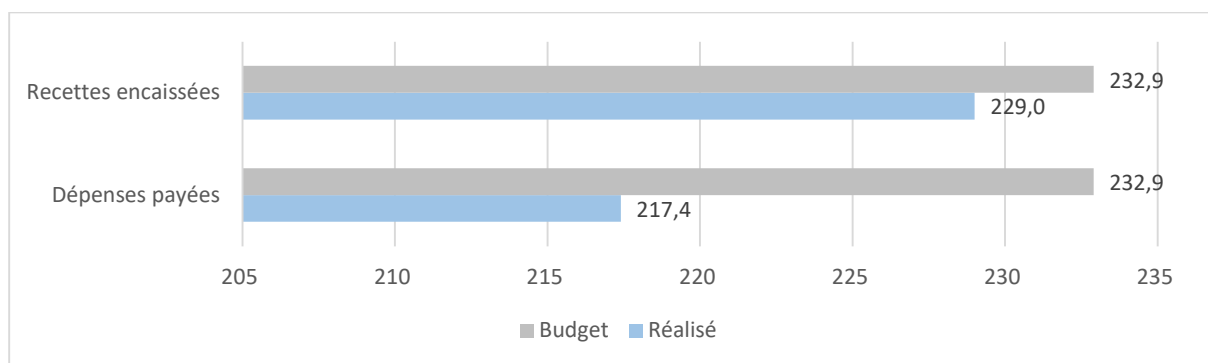
Tableau F : Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022	Réalisé 2022	BR2 2022	Réalisé 2021	
Solde budgétaire (déficit) *		6 517		11 569 702		1 937 147	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal				10 393 076	173 712	2 711 447	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC				69 665	11 867	231 798	dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire CFA	994 533	-		1 185 337			dont solde budgétaire CFA
dont solde budgétaire Fondation	99 965	192 095	132 244	-			dont solde budgétaire Fondation
dont solde budgétaire Réseaux des établissements				53 868		88 398	dont solde budgétaire Réseaux des établissements
Remboursements d'emprunts			16 285	4 470		5 350	Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	2 307 015	2 432 783	2 358 373	2 252 223	1 173 034	1 342 019	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	1 134 542		- 18 692	- 1 079 189		3 733 347	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	3 441 557	2 439 300	2 355 965	12 747 207	1 173 034	7 017 862	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Abondement de la trésorerie	3 576 305	-	10 391 242	-	1 266 266		Variation Prélèvement de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	2 935 064	3 059 424	10 272 847				dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	641 241		116 128		4 325 690		dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	7 017 862	2 439 300	12 747 207	12 747 207	2 439 300	7 017 862	TOTAL DES FINANCEMENTS

Il retrace à la fois les opérations budgétaires et non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement et fait apparaître une hausse de trésorerie de 10 391 K€ au titre de l'exercice 2022.

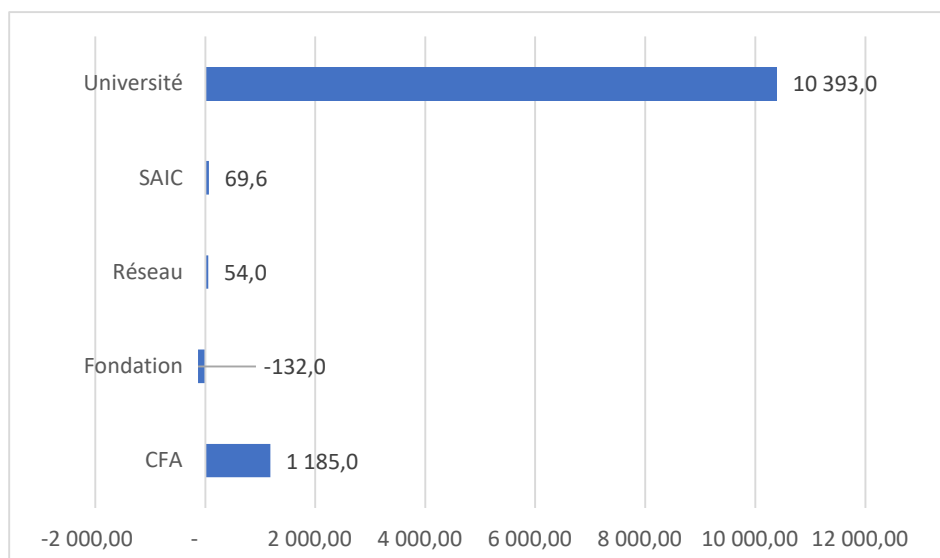
Le **solde budgétaire** de l'établissement s'élève à 11 569 K€ pour une prévision en BR2 de -6,5 K€. Toutes masses confondues, cet écart est lié à une sous exécution des dépenses plus importante que le moindre recouvrement des recettes.

Graphique 3 : Constitution du solde budgétaire de l'URCA en M€



Cet excédent est pour majorité lié à l'exécution du budget de l'université.

Graphique 4 : détail du solde budgétaire par société en K€



2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers

Les opérations pour compte de tiers n'ont aucun impact budgétaire et, en comptabilité, elles n'ont pas d'effet sur le résultat ou le fonds de roulement. Elles conduisent à mouvementer des comptes de tiers (classe 4) et font augmenter ou diminuer la trésorerie.

Les encaissements s'élèvent à 1 173 K€ pour une prévision de 2 344 K€, soit un écart de -1 171 K€.

Les décaissements s'élèvent à 2 340 K€ pour une prévision de 2 433 K€, soit un écart de -93 K€.

L'on constate ainsi un prélèvement sur la trésorerie de 1 078 K€ par rapport au BR2 lié à l'encaissement et au rapprochement de certaines sommes.

3. ANALYSE DE LA SOUTENABILITE

3.1 Tableau de situation patrimoniale

Tableau G : Compte de résultat réalisé

CHARGES	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022	PRODUITS	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022
Personnel	168 487 897	178 408 410	174 842 883	Subventions de l'Etat	178 491 983	181 526 162	184 266 387
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	49 779 243	50 442 199	51 015 305	Fiscalité affectée	2 123 805	1 719 399	1 536 681
Fonctionnement autre que les charges de personnel	42 676 333	44 734 981	45 568 401	Autres subventions	8 981 269	17 089 767	9 510 663
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	24 878 428	23 933 327,69	27 494 490,68
TOTAL DES CHARGES (1)	211 164 230	223 143 391	220 411 284	TOTAL DES PRODUITS (2)	214 475 485	224 268 656	222 808 222
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 311 255	1 125 265	2 396 938	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)			
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	214 475 485	224 268 656	222 808 222	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	214 475 485	224 268 656	222 808 222

Ce tableau synthétise les charges et produits de l'exercice et prend donc en compte l'ensemble des écritures d'inventaires (produits à recevoir, produits constatés d'avance, charge à payer, dotations aux amortissements et aux provisions, reprises des subventions, ...). Les principaux éléments sont commentés ci-après.

Graphique 5 : Evolution du résultat patrimonial en M€



Ces écritures de fin d'année comprennent des mouvements très nombreux et divers (produits à recevoir, produits constatés d'avance, charges à payer, charges constatées d'avance, provisions, dotations aux amortissements, reprise des financements). Par comparaison aux autres années, en 2022, l'on peut noter :

- 3.1.1. Evolution des recettes de fonctionnement*
- En 2022, le montant total des produits de fonctionnement s'élève à 211 395 K€. Il se répartissent en 181 466 K€ de SCSP et 29 929 K€ d'autres recettes.
- Graphique 6 : Répartition des produits encaissables en M€

En 2022, le montant total des produits de fonctionnement s'élève à 211 395 K€. Il se répartissent en 181 466 K€ de SCSP et 29 929 K€ d'autres recettes.



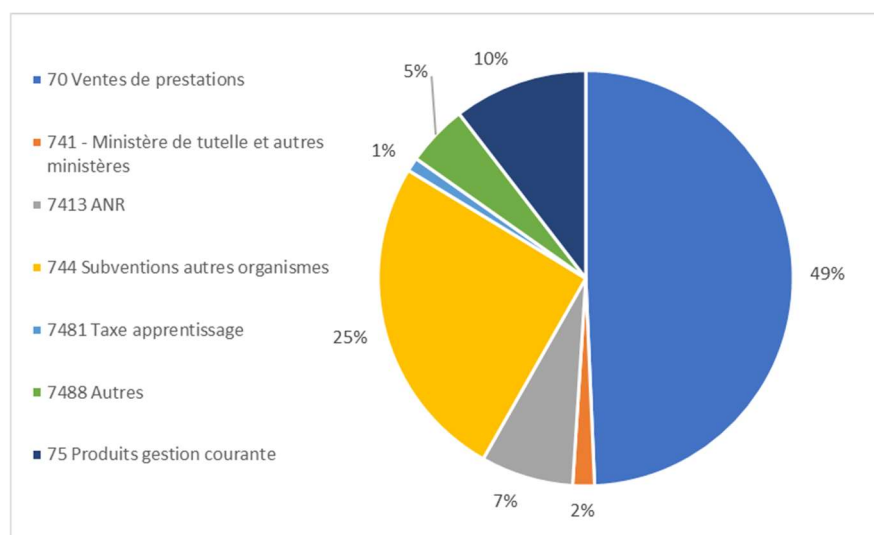
Le taux de réalisation des produits de fonctionnement est de 98%. Sur le périmètre des recettes propres (hors SCSP), ce taux de réalisation est de 87,52%, en baisse par rapport à 2021. Ainsi, ce sont 4 267 K€ des produits prévus hors SCSP qui n'ont pas été enregistrés. A l'inverse, le montant de la SCSP perçue a été inférieur de 60 K€ à la prévision. Aussi, la sous-réalisation globale s'élève à -4 327 K€ (impact résultat négatif).

En valeur absolue, les recettes de fonctionnement (hors SCSP) augmentent de 1 316 K€ par rapport à 2021.

L'université présente une diversité de recettes dont la structure reste comparable à celle de 2021.

Les principaux produits concernent les ventes de prestations pour 49%, les subventions des autres organismes pour 25% et des produits de gestion courante pour 10%, soit 84% du total des autres recettes.

Graphique 7 : Répartition des produits encaissables



Les « ventes de prestations » constituent la première recette de l'établissement et représentent 49% du total des recettes pour 15 493 K€.

Sont, pour l'essentiel, considérées comme des « ventes de prestations », hors activité du SAIC, les recettes suivantes :

- Les droits de scolarité, qui s'établissent à 3 484 K€, comparables à ceux de 2021, représentant 22,49% des recettes de cette rubrique ;
- Les recettes de formation continue pour 3 613 K€, en hausse de 180 K€ par rapport à 2021, qui constituent 23,32% des recettes de cette rubrique ;
- Les prestations de recherche et colloques pour 1 859 K€, en hausse de 560 K€ par rapport à 2021, soit 12% des recettes de cette rubrique ;
- La mise à disposition de personnel pour 836 K€ en hausse de 73 K€ par rapport à 2021, soit 5,39% des recettes de cette rubrique ;
- Les recettes de formation en apprentissage pour 5 300 K€ en hausse de 1 256 K€ par rapport à 2021, soit 34,22% des recettes de cette rubrique.



Les subventions des autres organismes constituent la deuxième recette propre de l'établissement pour 7 997 K€, soit 25%. La ventilation des subventions par financeur varie chaque année en fonction des projets soutenus. Pour 2022, le détail en est :

- Subventions de la Région pour 2 166 K€, en augmentation de 471 K€, soit 27,09% des recettes de cette rubrique ;
- Subventions des communes et groupements de communes pour 1 253 K€ en hausse de 18 K€, soit 15,67% des recettes de cette rubrique ;
- Subventions de l'Union Européenne pour 1 125 K€ en baisse de 9,8 K€, soit 14,07% des recettes de cette rubrique ;
- Subventions des autres entités publiques pour 3 452 K€ en hausse de 83 K€, soit 43,17% des recettes de cette rubrique.

Les produits de gestion courante sont essentiellement composés de la CVEC. En 2022 toutefois, deux particularités sont à relever : l'augmentation du poste « Produits des cessions d'éléments d'actif » en lien avec la vente de l'IUTL pour un montant de 1,5 M€ et la baisse de 1 165 K€ du poste « Autres produits contentieux » en raison de la provision de la société HYDROPTION, fournisseur d'électricité de l'URCA constituée en 2021. La dette apparaît maintenant dans le compte 681 « Dotations aux prov pour risques charges de fonct ».

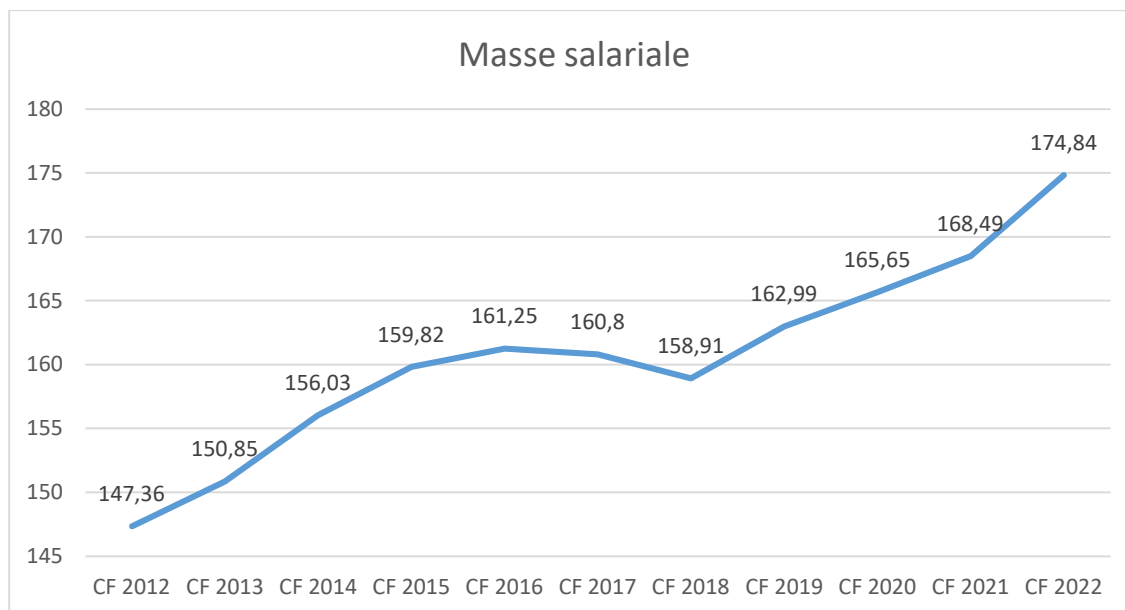
Evolution des dépenses de masse salariale (source DRH)

En 2022, la masse salariale globale de l'établissement après retraitement comptable (- 2 013 K€ de frais liés au versement de transport, aux allocations logements et au forfait social sur participation de la protection sociale complémentaire) et avec la prise en compte des charges à payer, est de 174 843 K€. Cette masse salariale globale est composée de 174 891 K€ de masse salariale PSOP de 207 K€ de masse hors PSOP, d'une variation négative des charges à payer de -177 K€ et de diverses régularisations pour - 78 K€. En 2021, la masse salariale globale de l'établissement était de 168 488 K€. Son évolution est donc de +6 355 K€.

La variation négative des charges à payer de 177 K€ est composée d'une diminution de 493,8 K€ des charges à payer sur les rémunérations (baisse due à la réduction des délais de paiement des heures complémentaires), d'une hausse de 226 K€ sur les congés non pris, d'une baisse de 23 K€ sur les droits d'indemnisation CET et d'une hausse de 114 K€ sur la masse HPSOP.



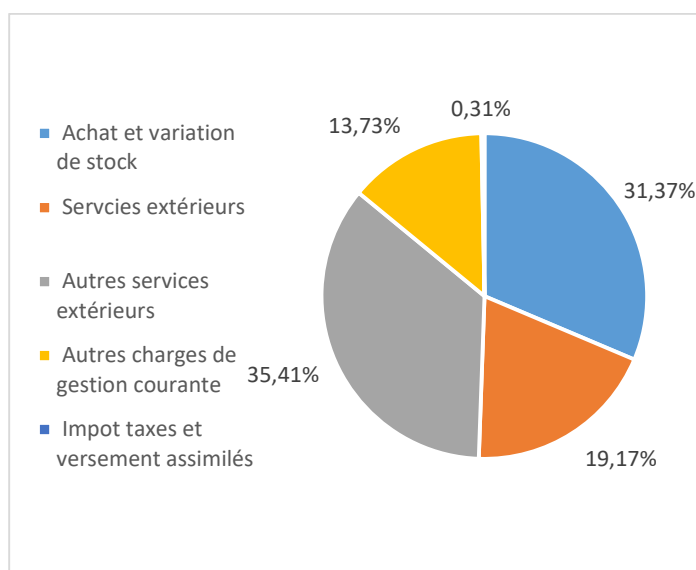
Graphique 8 : Evolution de la masse salariale en M€



3.1.2. Evolution des dépenses de fonctionnement

En 2022, le montant total des charges de fonctionnement (écritures d'inventaire comprises) s'élève à 27 379 K€, soit une légère hausse de 819 K€ par rapport à 2021.

Graphique 9 : Répartition des charges décaissables

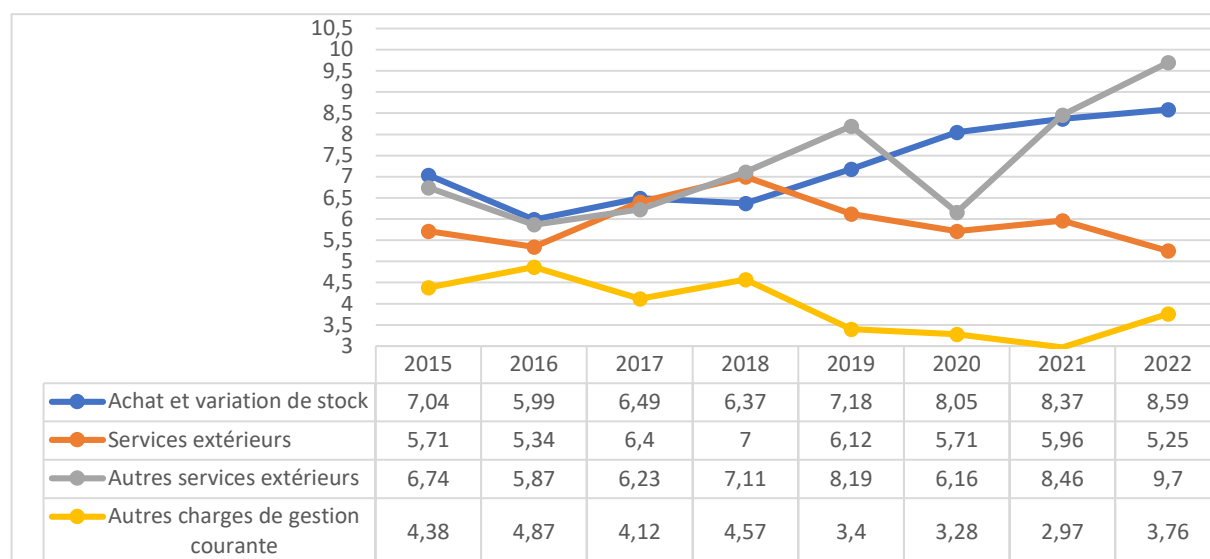


La répartition des dépenses 2022 reste stable en comparaison à 2021. On peut noter cependant une nouvelle augmentation du poste « autres services extérieurs », qui représentaient 31,86% des dépenses en 2021, et qui s'établissent à 35,41% en 2022.



L'évolution des dépenses par grandes rubriques se présente comme suit :

Graphique 10 : Evolution des dépenses de fonctionnement par nature en M€

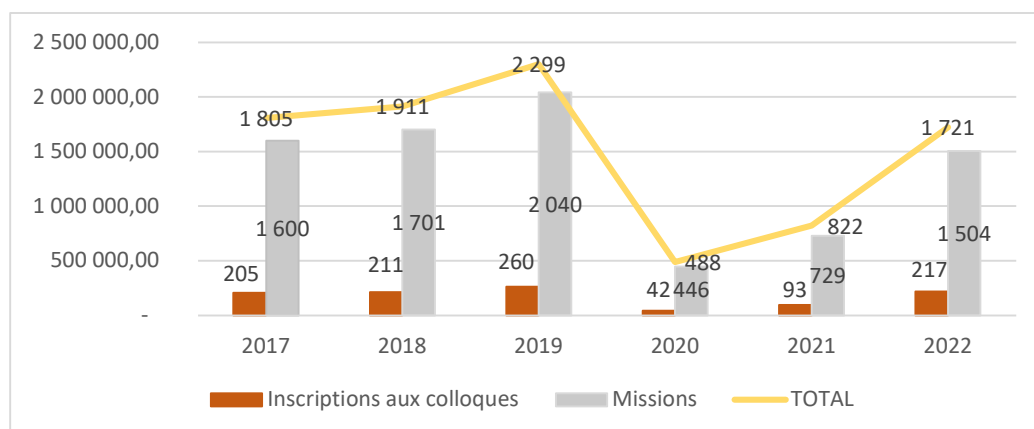


Le poste achats enregistre une hausse de 224 K€ par rapport à 2021. Cette évolution recouvre une double réalité. D'une part, la hausse des fluides représentent 263 K€. A l'inverse, les dépenses de fournitures, matériels d'enseignement et pour la recherche sont en baisse de 43 K€.

S'agissant des services extérieurs, la baisse de 713 K€ s'explique par les dépenses en lien avec les entretiens et réparations sur maintenance.

Pour leur part, les autres services extérieurs continuent d'évoluer avec + 1 233 K€ pour s'établir à 9 694 K€. Alors que certains postes augmentent fortement, tel que les frais de déplacement pour 930 K€, les frais en lien avec les personnels mis à disposition pour 630K€ (notamment sous l'effet de l'intégration de l'école de maïeutique), ou encore les frais de réception pour 304 K€, d'autres diminuent, comme par exemple, les postes de nettoyage et de gardiennage pour 479 K€, les honoraires pour 165 K€, les prestations extérieures de nettoyage pour 164 K€, ainsi que les frais postaux et frais de télécommunications pour 127 K€.

Graphique 11 : Evolution des frais de missions et de colloques en K€



Enfin, les charges de gestion courante augmentent de 790 K€ :

L'on note d'une part l'augmentation des postes « Valeur comptable des éléments d'actifs cédés » pour 952 K€, et celle des « autres charges spécifiques » pour 360 K€ (exemple bourses étudiantes)

Sous l'effet de l'amélioration de la facturation, le poste « charges gestion - annulation TR exerc. Antérieur » diminue de 88 K€. Les autres charges diverses décroissent également pour 278 K€ (exemple reversements divers), les redevances, concession, brevets et licences pour 85 K€, les autres droits et valeurs similaires pour 33 K€ (exemple : licence projet Voltaire pour l'UFR Lettres) et Contrôle financier pour 38 K€ (exemple : édition des fiches de paye par la DDFIP).

Tableau H : Détermination de la CAF

	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 311 255	1 125 265	2 396 938
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 113 268	16 113 268	16 028 658
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 639 399	1 639 399	3 267 307
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-	952 478
- produits de cession d'éléments d'actifs	4 387	4 387	1 505 100
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 902 781	6 902 781	6 640 372
= CAF ou IAF*	10 877 955	8 691 965	7 965 296

La capacité d'autofinancement, qui représente le flux réel de trésorerie dégagé sur l'exercice, correspond à la capacité de l'établissement à générer de la trésorerie pour faire face à ses charges et à ses engagements.

Elle évolue sous l'influence du résultat et de la neutralisation des opérations non encaissables et non décaissables. Ainsi, les opérations de dotations aux amortissements et aux provisions et la VNC augmentent de 868 K€ alors que dans le même temps la reprise des subventions augmente également de 2 866 K€. L'impact négatif sur la CAF est donc de 1 998 K€.

La CAF s'établit, pour finir, à 7 965 K€ alors que la prévision du BR2 était de 8 692 K€.

Graphique 12 : Evolution de la CAF en M€



Tableau I : Situation patrimoniale 2021 en droits constatés et évolution du FDR

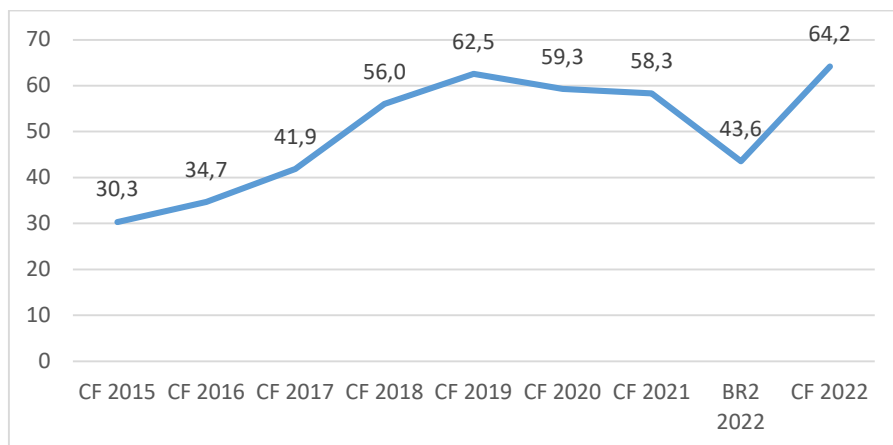
EMPLOIS	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022	RESSOURCES	Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	10 877 955	8 691 965	7 965 296
				Financement de l'actif par l'Etat	11 513 926	6 591 153	189 051
Investissements	26 235 355	23 073 357	15 474 721	Financement par des tiers autres que l'Etat	3 560 412	2 744 499	9 032 628
Remboursement des dettes financières				Autres ressources	730 343		3 147 562
TOTAL DES EMPLOIS (5)	26 235 355	23 073 357	15 474 721	Augmentation des dettes financières			
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	447 282		4 859 817	TOTAL DES RESSOURCES (6)	26 682 637	18 027 617	20 334 538
				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)		5 045 740	

La variation sur le FDR s'élève à +4 860 K€ alors le BR2 prévoyait un prélèvement de -5 046 K€.

Graphique 13 : Evolution du FDR en M€



Graphique 14 : fonds de roulement en jours décaissable



Le FDR s'élève à 36 456 K€ contre 26 550 K€ prévus au BR2 (+9 905 K€). De manière générale, le FDR a augmenté sous l'effet du résultat plus important que prévu (+1 272 K€), de la neutralisation des charges et produits non décaissables (- 1 998 K€) permettant le calcul de la CAF. S'ajoute, de plus, une réalisation des recettes supérieures à celle des dépenses en investissement (impact de +4 565 K€).

Le FDR représente ainsi 64,21 jours de financement des dépenses de fonctionnement décaissables contre 43,56 jours prévus au BR2. Il permet de maintenir l'établissement très largement au-dessus du seuil de sécurité de 15 jours.



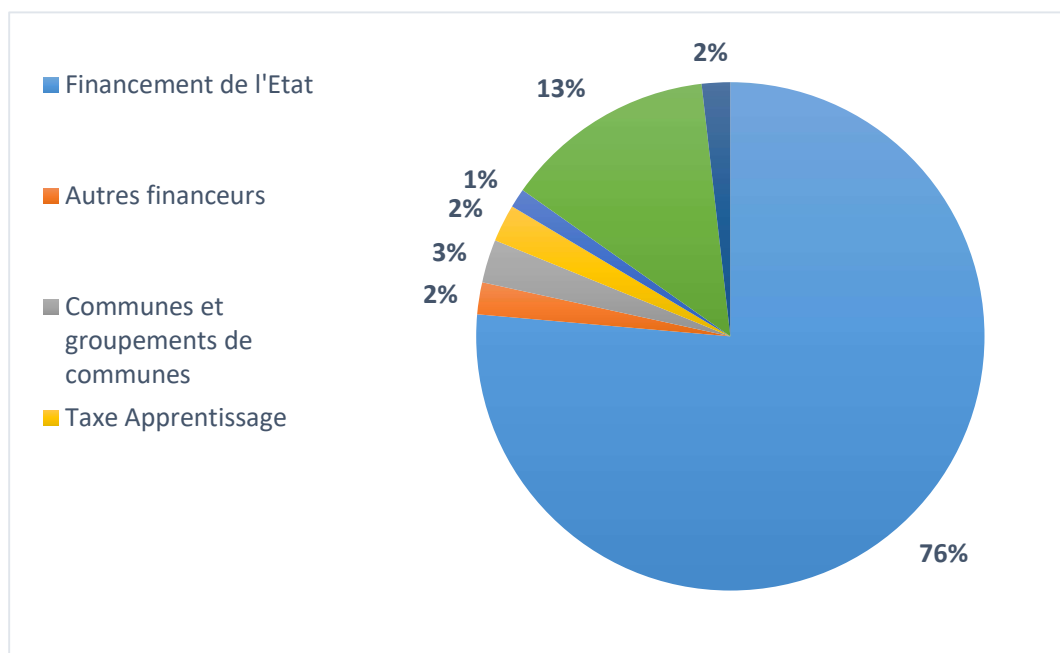
3.1.3. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent, en 2022, à 12 369 K€ soit une baisse de 5 853 K€. Cette baisse porte essentiellement sur la recette comptable 2021 pour intégration du siège (11 271 K€) dans le patrimoine de l'URCA qui disparaît en 2022 et sur l'encaissement de 4 700 K€ du plan de relance.

Les recettes d'investissement proviennent essentiellement :

- de l'Etat pour 189 K€ (contre 11 514 K€ en 2021, impact du siège) ;
- de la Région pour 6 327 K€ (contre 2 022 K€ en 2021) ;
- des communes et groupements de communes pour 610 K€ (416 K€ en 2021) ;
- de la taxe d'apprentissage pour 460 K€ (contre 358 K€ en 2021) ;
- des autres financeurs pour 1 129 K€ (contre 823 K€ en 2021).
- des départements pour 215 K€ (contre 184 K€ en 2021).

Graphique 15 : Répartition des recettes d'investissement par nature



3.1.4. Les dépenses d'investissement

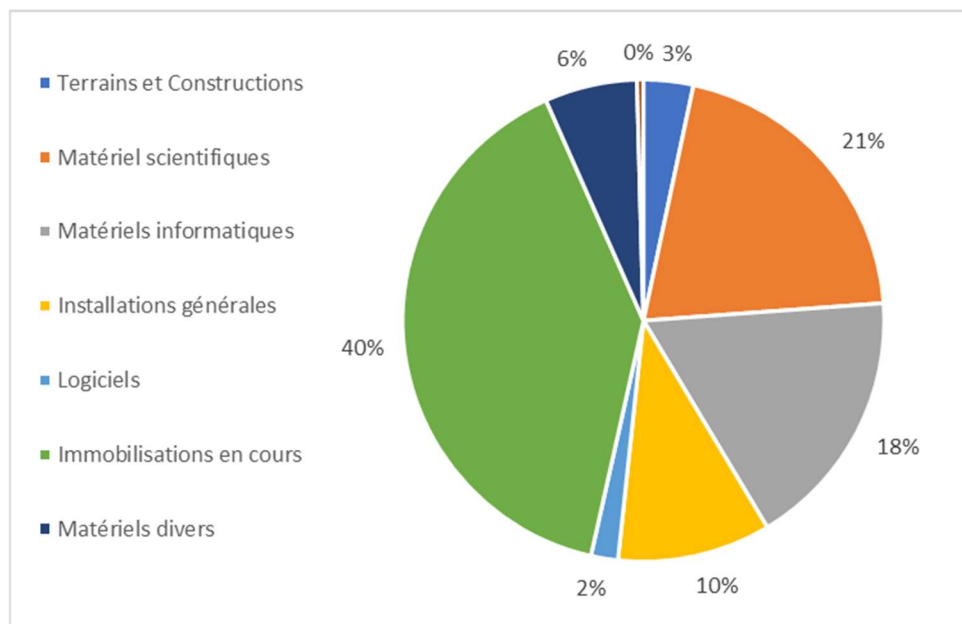
Les dépenses d'investissement s'élèvent à 15 475 K€, en baisse de 10 761 K€ par rapport à 2021 avec, notamment :

- Des terrains et constructions pour 517 K€, en baisse de 11 048 K€ ;
- Des immobilisations en cours pour 6 168 K€ en baisse de 1 435 K€. Les opérations les plus significatives sont les suivantes :
 - Rénovation du bâtiment 7 du campus Moulin de la Housse pour 1 180 K€ ;
 - Rénovation énergétique du bâtiment A & E de l'IUT de Troyes pour 986 K€ ;
 - Extension de la serre du campus Moulin de la Housse pour 486 K€ ;
 - Ascenseur extérieur pour le bâtiment F de l'IUT de Troyes pour 386 K€ ;
 - Mat du projet Aérolab pour 205 K€ ;
 - Rénovation des amphi A1 & A2 de l'IUT de Reims.
- Les investissements informatiques pour 2 717 K€, en hausse de 883 K€ par rapport à 2021 (dont 707 K€ pour la DN)

Par grande famille, les investissements 2022 ont ainsi porté sur :

- les constructions et terrains :	517 K€
- les immobilisations en cours :	6 168 K€
- les matériels scientifiques :	3 173 K€
- les matériels informatiques :	2 717 K€
- les installations générales :	1 593 K€
- les matériels divers :	961 K€
- les logiciels :	281 K€
- les autres immobilisations incorporelles :	66 K€

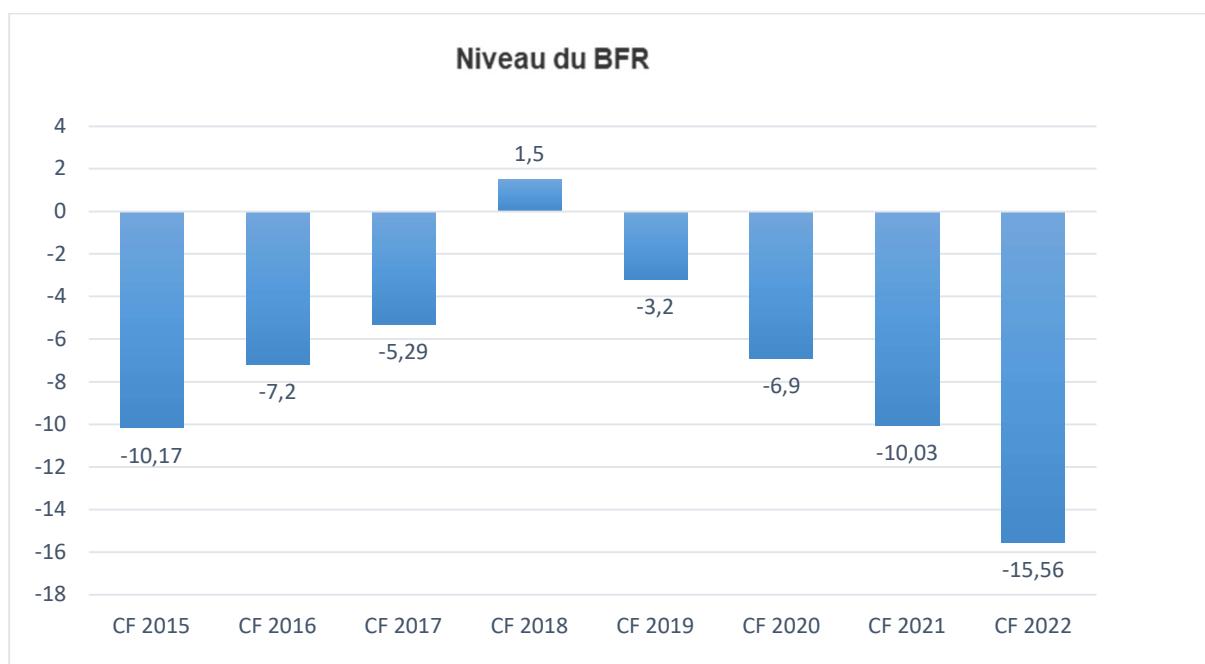
Graphique 16 : Répartition des dépenses d'investissement par nature



En parallèle, le **BFR** de l'université s'établit à -15 559 K€ contre -10 029 K€ en 2021.

Pour rappel, comme dans la plupart des établissements publics, le BFR est structurellement négatif puisque la SCSP est versée en avance par rapport aux besoins de paiement des dettes de l'établissement.

Graphique 17 : Evolution du besoin en fonds de roulement en M€

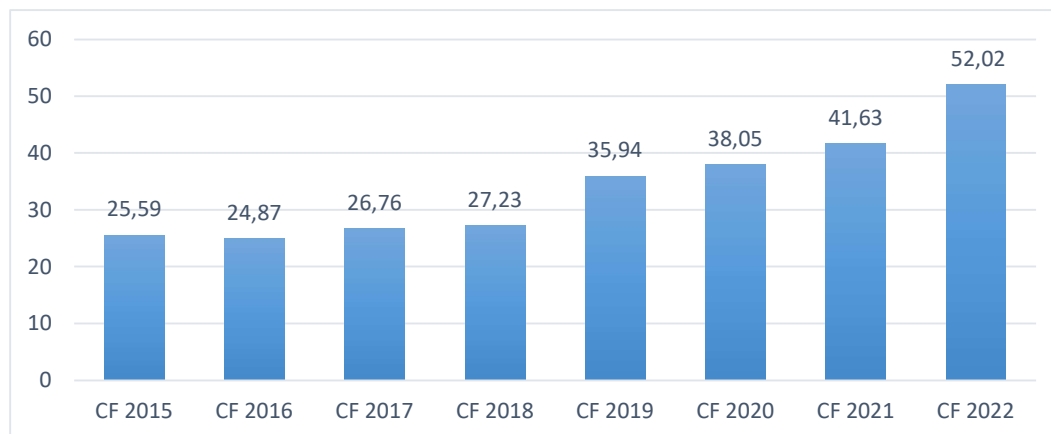


3.2 Plan de Trésorerie

Enfin, le **solde de trésorerie** au 31 décembre 2022 se monte à 52 016 K€, ce qui constitue un niveau très confortable (soit 91,62 jours de fonctionnement), en augmentation de 3 576 K€ par rapport au 31 décembre 2021.

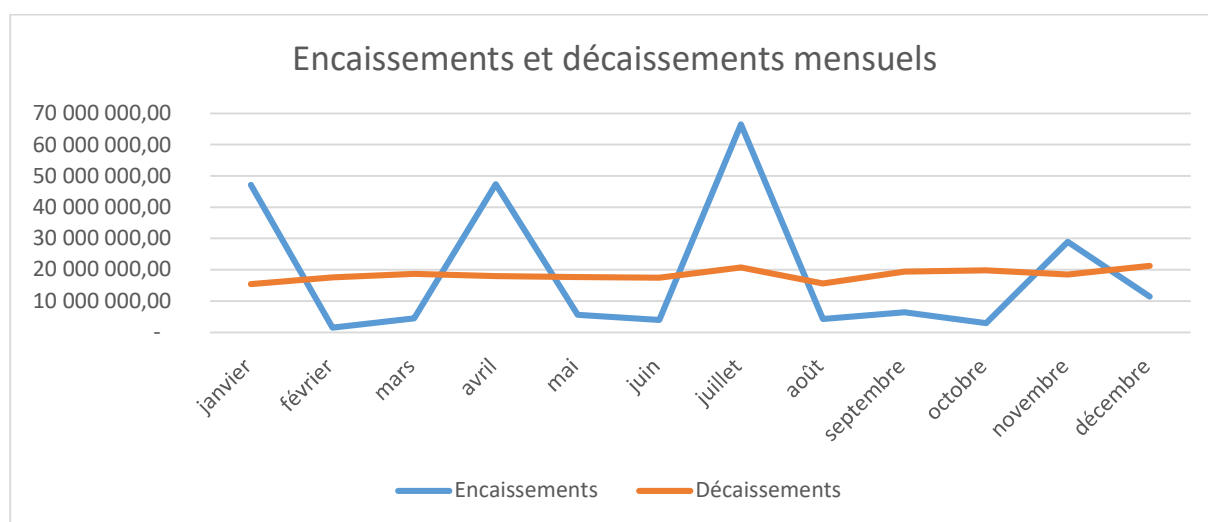


Graphique 18 : Evolution de la trésorerie en M€



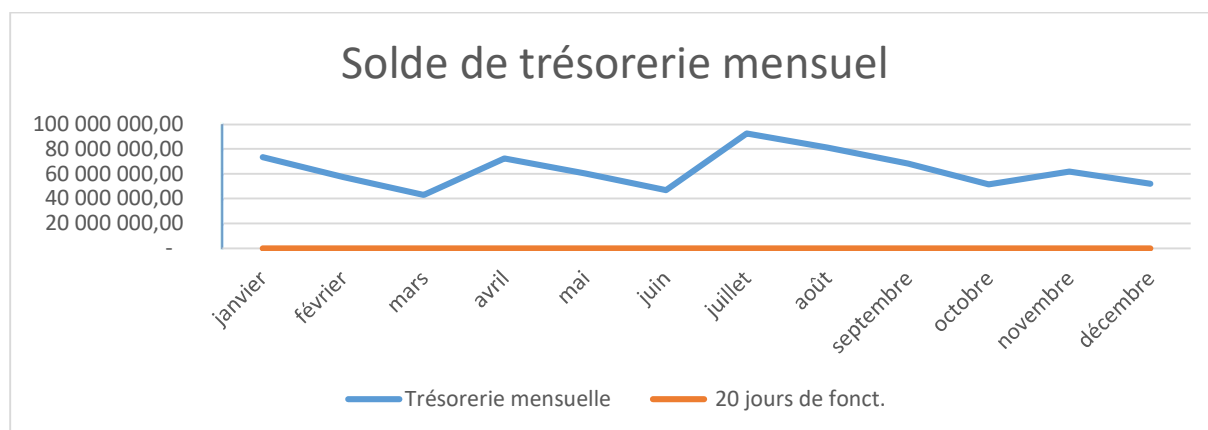
Le plan de trésorerie de l'établissement présente des récurrences propres à l'activité de l'URCA.

Graphique 19 : Encaissements et décaissements mensuels



Le rythme des décaissements mensuels est assez stable avec une légère progression en fin d'année en lien avec la clôture. En effet, la dépense mensuelle principale de l'établissement est la paie ce qui explique la stabilité des décaissements d'un mois à l'autre, alors que la courbe des encaissements présente des pics lors des versements de la SCSP.

Graphique 20 : Solde de trésorerie mensuel



3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau J : opérations fléchées

	Antérieures à N non dénouées	N	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	3 505 074	-6 768 562	- 3 263 488
Recettes fléchées (b)	21 549 504	22 529 091	44 078 595
Financements de l'État fléchés	938 845	1 401 763	2 340 608
Autres financements publics fléchés	17 567 377	18 336 117	35 903 494
Recettes propres fléchées	3 043 282	2 791 211	5 834 493
Dépenses sur recettes fléchées (c)	19 720 048	12 255 455	31 975 503
			-
Personnel	7 207 941	3 703 988	10 911 929
AE=CP	7 207 941	3 703 988	10 911 929
Fonctionnement et intervention	6 516 578	3 831 290	10 347 868
AE	7 521 804	4 417 848	11 939 652
CP	6 516 578	3 831 290	10 347 868
Investissement	5 995 529	4 720 177	10 715 706
AE	17 732 849	3 981 771	21 714 620
CP	5 995 529	4 720 177	10 715 706
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 829 456	10 273 636	12 103 092

En 2022, 22 529 K€ de recettes fléchées ont été encaissées et 12 255 K€ de dépenses ont été payées faisant ainsi apparaître un solde budgétaire excédentaire de 10 274 K€ pour une prévision de 3 059 K€.

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles

Ce tableau met en évidence les opérations réalisées sur plusieurs années ainsi que les projets d'envergure se dénouant au cours d'une même année. Il présente des opérations en cours depuis 2017 et programmées pour certaines jusqu'en 2030, pour un montant pluri-annuel cumulé de 101 859 K€ répartis entre la Recherche, le SAIC, le PPI, les PIA en formation et la CVEC.

En 2022, 14 235 K€ ont été engagés sur les 23 402 K€ inscrits en BR2. En matière de paiements, 11 666 K€ ont été réalisés pour une prévision de 21 162 K€. La sous-exécution s'explique principalement par l'activité de la Recherche (- 2 811 K€) et des investissements d'envergures en lien avec la DPLLD (parmi les plus importante -1 163 K€ pour le pôle agro numérique, -937 K€ de rénovation énergétique de l'IUT de Troyes, 628 K€ pour le laboratoire de virologie ...)

3.5 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

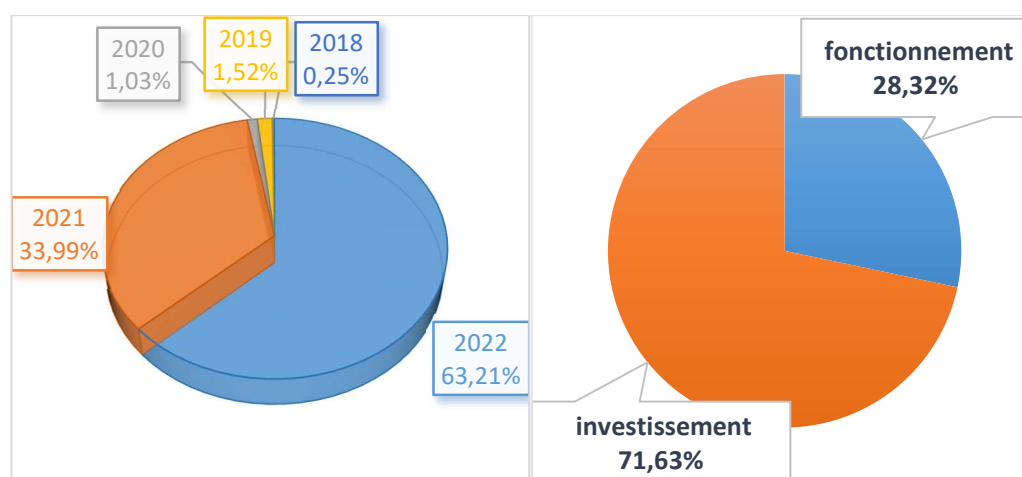
Le tableau K infra permet de faire le lien entre le solde budgétaire et le fonds de roulement. Ce dernier intègre les écritures d'inventaire citées plus haut, qui permettent de rattacher à l'exercice les recettes et dépenses qui le concernent et qui budgétairement peuvent ne pas avoir été encaissées ou payées ou à l'inverse l'avoir été alors que l'exercice de rattachement n'est pas le bon.

Tableau K : Extrait du tableau de synthèse budgétaire et comptable

	COFI 2021	BR2 2022	Compte financier
Variation du fonds de roulement (1)	447 282	-5 045 740	4 859 817
Opérations bilanciellles non budgétaires	5 350		-11 815
Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires (2)	-407 067		-115 526
Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires (3)	-1 088 147	-5 039 224	-6 582 545
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	-4 993 047	-2 305 538	-4 020 384
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	15 234 451	-2 733 686	-1 485 230
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	-106 938	0	-193 944
Solde budgétaire = 1 - 2 - 3	1 937 146	-6 517	11 569 702

La variation des restes à payer est de 6 352 K€ pour atteindre un total de 22 914 K€. Il est constitué à 90% d'engagements 2022 en investissement qui pour la grande majorité se dénoueront en 2023.

Graphique 21 : Répartition des restes à payer



EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES ET SADC

SAIC

Le SAIC assure la gestion des contrats de collaboration de Recherche (industriels et publics), des prestations de service, du retour sur exploitation de licences, des appels à projets nationaux (type ANR, FUI, INSERM, FRM...) antérieurs à 2014 et des opérations commerciales de l'université. Le SAIC ne dispose pas de SCSP. L'ensemble des dépenses de fonctionnement (masse salariale incluse), d'investissement et les charges d'amortissement est financé sur ressources propres.

Outre l'ensemble des dépenses réalisées dans le cadre de l'exécution des conventions de recherche, le SAIC assume les salaires pour les conventions encore en cours ainsi



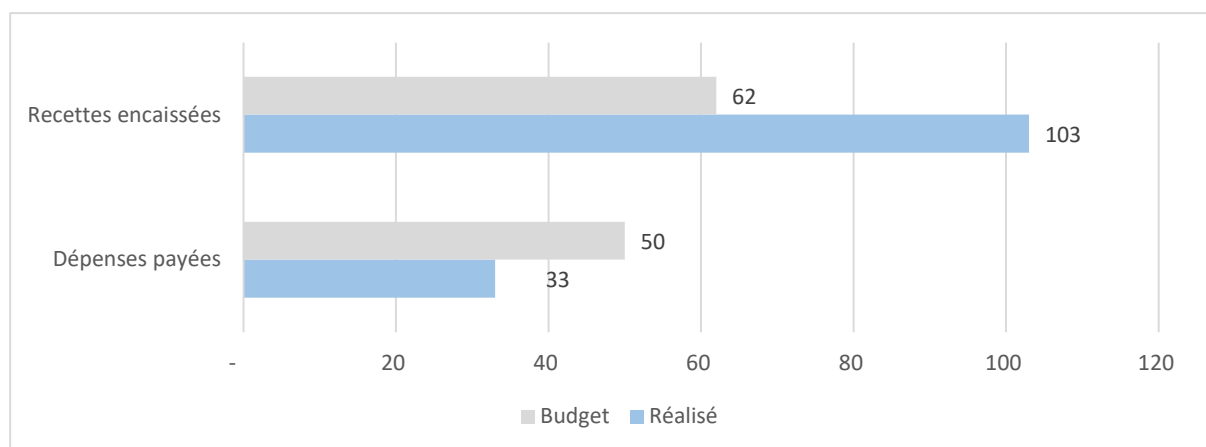
que la rémunération des inventeurs liés au retour d'exploitation du portefeuille de brevets. Par ailleurs, suite à une étude réalisée par la SATT Nord sur l'ensemble des brevets, les chargés d'affaires du SAIC réalisent les démarches nécessaires au maintien ou à l'abandon de certains d'entre eux pour optimiser les dépenses correspondantes.

Globalement, le SAIC connaît depuis plusieurs années une baisse d'activité suite au transfert des actions de valorisation auprès de la SATT Nord et du transfert des appels à projets nationaux vers la direction de la Recherche, qui conditionne à la fois une baisse des recettes et une baisse des dépenses. Il a été décidé, en 2019, de fermer le SAIC. Dès lors, celui-ci ne prend plus en charge d'opérations nouvelles et gère les opérations déjà en portefeuille jusqu'à extinction. Cette extinction du SADC interviendra après l'exercice 2022 compte tenu de la fin des contrats en cours.

✓ Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est bénéficiaire de 70 K€ alors que le BR 2 prévoyait un solde de 12 K€. Cet écart est lié à une sur-exécution des recettes (167%) supérieure à celle des dépenses (67%). Cette dernière résulte du décalage entre la budgétisation des recettes, souvent la même année que celle des dépenses correspondantes, alors que l'on note une importante perception des sommes dues sur années antérieures.

Graphique 22 : Constitution du solde budgétaire du SAIC en K€

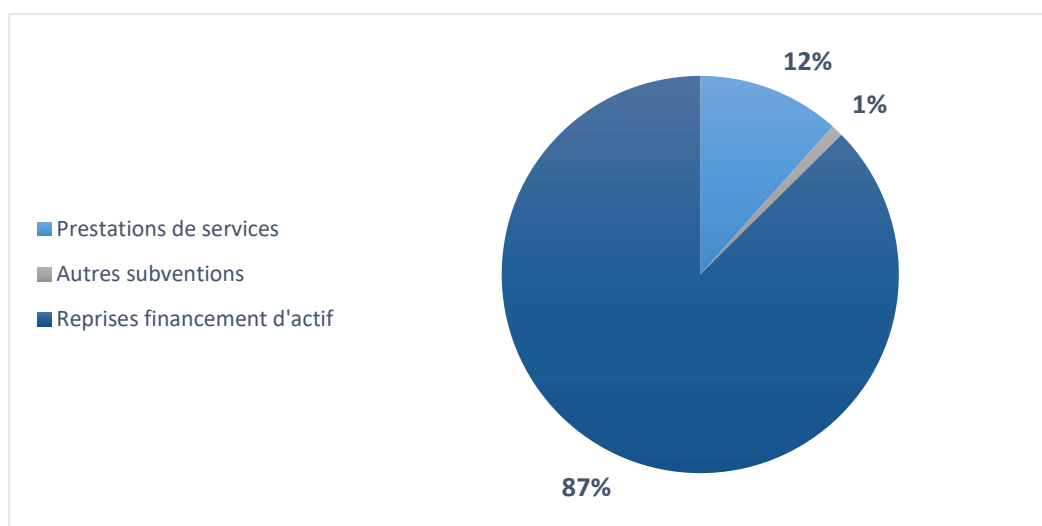


✓ Les recettes de fonctionnement

Comptablement, en 2022, les recettes de fonctionnement sont de 354 K€, soit une diminution de 47 % par rapport à 2021. Cette évolution s'explique, pour l'essentiel, par la diminution logique des prestations de service et des contrats industriels compte tenu du transfert de ce type d'opérations du SAIC vers la Recherche.

Les prestations de services ne représentent plus que 12% des recettes contre 34% en 2021.

Graphique 23 : Répartition des produits du SAIC par nature



✓ Les dépenses de fonctionnement

- Dépenses de masse salariale

En 2015, la méthode de calcul des dépenses de masse salariale à rattacher au SAIC a été affinée et a permis de calculer de manière plus précise les quotes-parts de masse salariale à lui réaffecter pour les personnels exerçant des fonctions à la fois au profit du SAIC et de la direction de la Recherche. Cette méthode a été reconduite depuis.

En 2022, les dépenses de personnel s'établissent à 6,6 K€ en nette baisse de 81,4% par rapport à 2021. En effet, la refacturation au SAIC des personnels administratifs des directions centrales travaillant pour son compte n'a plus lieu d'être compte tenu de la fermeture prochaine du SADC.

- Autres dépenses de fonctionnement

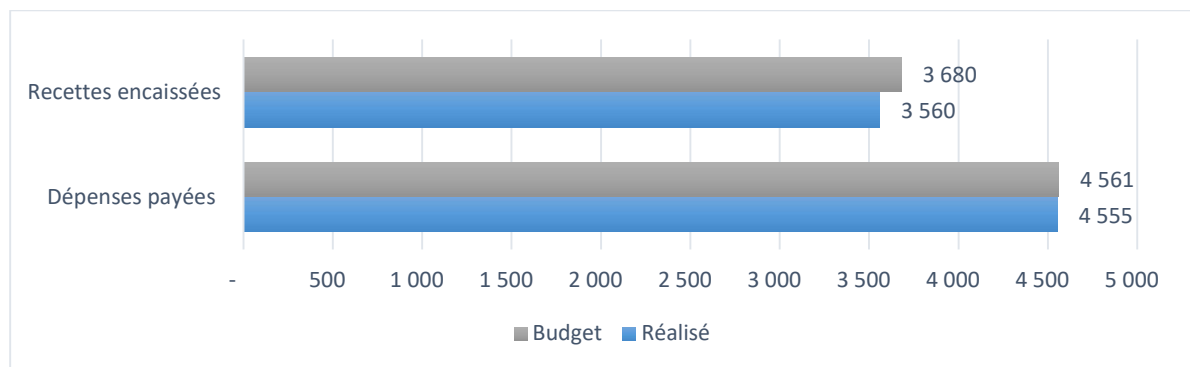
Les dépenses de fonctionnement du SAIC s'élèvent à 456 K€ en 2022 et confirment la diminution amorcée depuis quelques années (698 K€ en 2021, 726 K€ en 2020 et 1 271 K€ en 2019). Le transfert des prestations de service et des contrats industriels ainsi que des opérations commerciales se traduit par une diminution progressive des dépenses associées.

Centre de formation des apprentis (CFA)

✓ Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est bénéficiaire de + 1 185 K€ alors que le budget prévoyait un solde équilibré. Ce solde est lié à une réalisation des recettes (106%) supérieur à celle des dépenses (87%), notamment avec une régularisation en 2022 de recettes non perçues en 2021 qui pénalisaient le solde budgétaire 2021 (-995K€).

Graphique 25 : Constitution du solde budgétaire du CFA en K€



L'écart entre les dépenses et recettes budgétaires du graphique 25 et leurs pendants comptables détaillés ci-dessous s'explique par diverses écritures comptables comme des retraitements de prestations internes, des écritures d'inventaires (Charges à payer) et le rattachement des remboursements de frais de transport et du forfait mutuelle aux dépenses de fonctionnement.

✓ Les recettes

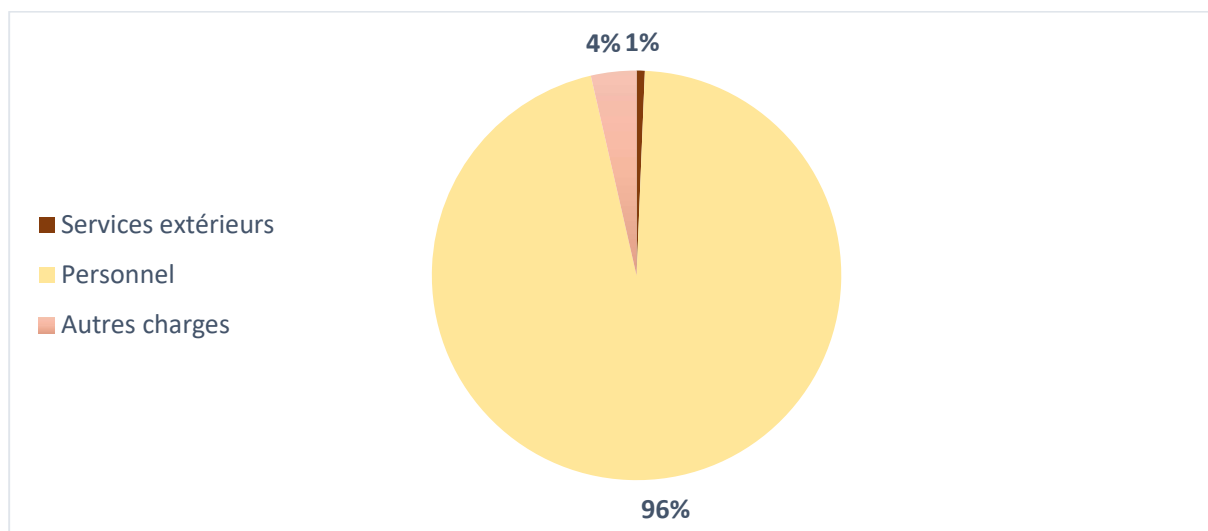
Comptablement, le montant des recettes de l'exercice 2022 est de 5 233 K€, en augmentation de 1 198 K€ par rapport à 2021. Elles sont composées quasi-exclusivement de ventes de prestations.

✓ Les dépenses

Les dépenses du CFA sont de 5 435 K€, soit une hausse de 45,62% par rapport à 2021. L'essentiel correspond aux versements au profit des UFR de l'université réalisant de l'apprentissage pour 5 046 K€. Le reste est composé de :

- 179K€ de charges de gestion liés à des recettes antérieures à 2022.
- 161 K€ de masse salariale du CFA ;
- 49 K€ de fonctionnement général.

Graphique 26 : Répartition des charges du CFA par nature

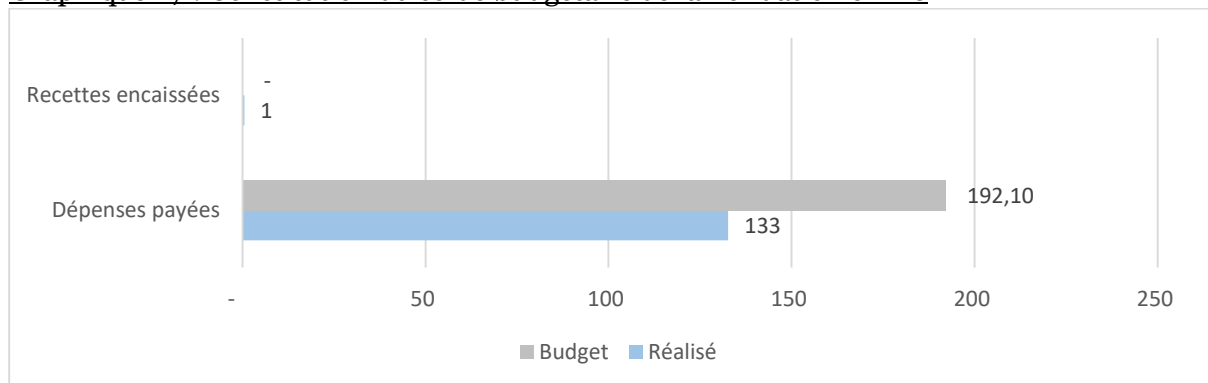


Fondation

✓ Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est déficitaire de -132 K€ pour une prévision de -192 K€. L'exécution des dépenses de fonctionnement et de masse salariale est inférieure aux prévisions.

Graphique 27 : Constitution du solde budgétaire de la Fondation en K€



✓ Les recettes

Pour la quatrième année, compte tenu de l'activité générée par la Fondation en 2022, une quote-part des apports des fondateurs a été comptablement virée au compte de résultat pour 142 K€.

✓ Les dépenses

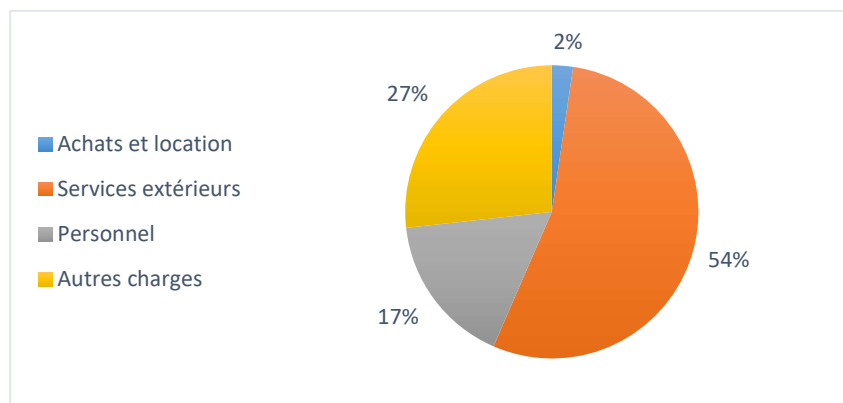
Comptablement, les dépenses 2022 s'élèvent à 132 K€ soit un niveau plus élevé par rapport à 2021. Cette enveloppe a permis notamment le paiement de bourses à l'international pour 9 K€, de financer le concours « ma thèse en 180 secondes », de participer aux actions de l'entrepreneuriat étudiants pour 25 K€, de participer au financement des doctoriales pour 10 K€.

Sont, de plus, cofinancés à 50% avec l'université, pour la troisième année, 4 thèses correspondant aux 4 axes stratégiques de l'URCA pour 50 K€ en masse salariale.



Enfin, la Fondation a multiplié les actions de communication pour 46 K€ afin d'améliorer sa visibilité dans le but d'attirer de nouveaux contributeurs.

Graphique 28 : Répartition des charges de la Fondation par nature



Réseau des établissements de l'ESR champardennais

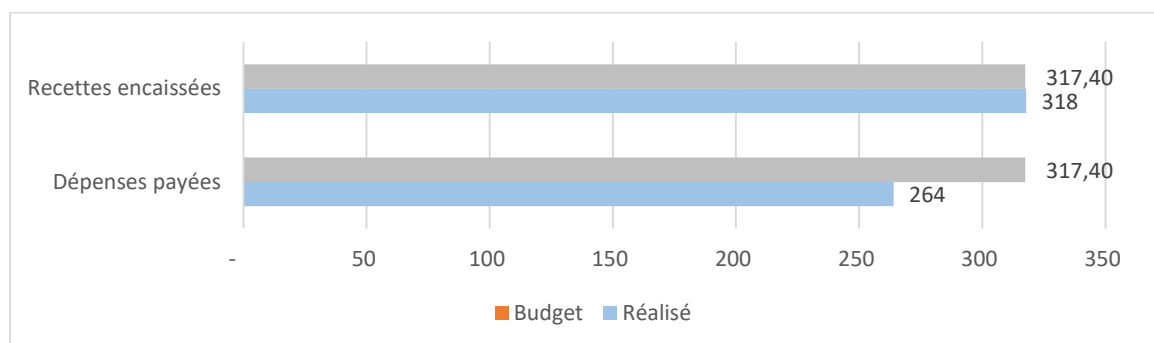
Le réseau de l'ESR de Champagne Ardenne a été créé en 2018 avec 13 établissements associés à l'URCA (décret 2017-18320 du 29 décembre 2017) auxquels se sont ajoutés, en 2019, quatre nouveaux partenaires.

La signature du contrat de site est intervenue le 3 juillet 2018. Des coopérations sont ainsi prévues autour de 12 thématiques (recherche, formation, numérique, entrepreneuriat étudiant, ...).

✓ Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est excédentaire de 54 K€ alors que le budget prévoyait un solde nul. Les dépenses sont en effet inférieures aux prévisions. Les recettes constituées uniquement de SCSP ont été titrées pour le montant budgété.

Graphique 29 : Constitution du solde budgétaire du Réseau ESR en K€



✓ Les dépenses

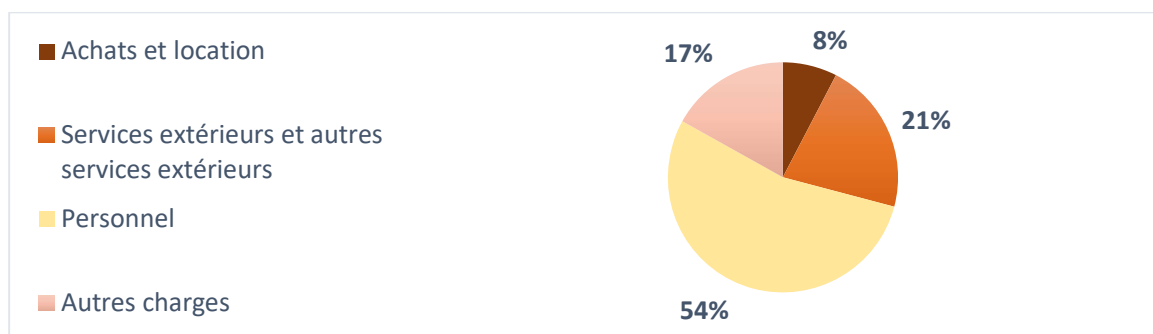
Après les écritures comptables, les charges s'élèvent à 244 K€. La première dépense reste les charges de personnel pour 123 K€.

La part des financements liée aux appels à manifestation d'intérêt s'élève à 45,6 K€ pour 8 projets, de natures très variées, par exemple sur la détermination du risque infectieux au cours des Rhumatismes Inflammatoires Chroniques (10,5 K€) ou encore sur la fonctionnalisation de nanoparticules par le peptide QS13 (9,1 K€).



Enfin, le SACD a financé certains des prix remis dans le cadre de la manifestation « ma thèse en 180 secondes » et du prix entrepreneuriat et il a organisé des journées thématiques pour un total de 2 K€.

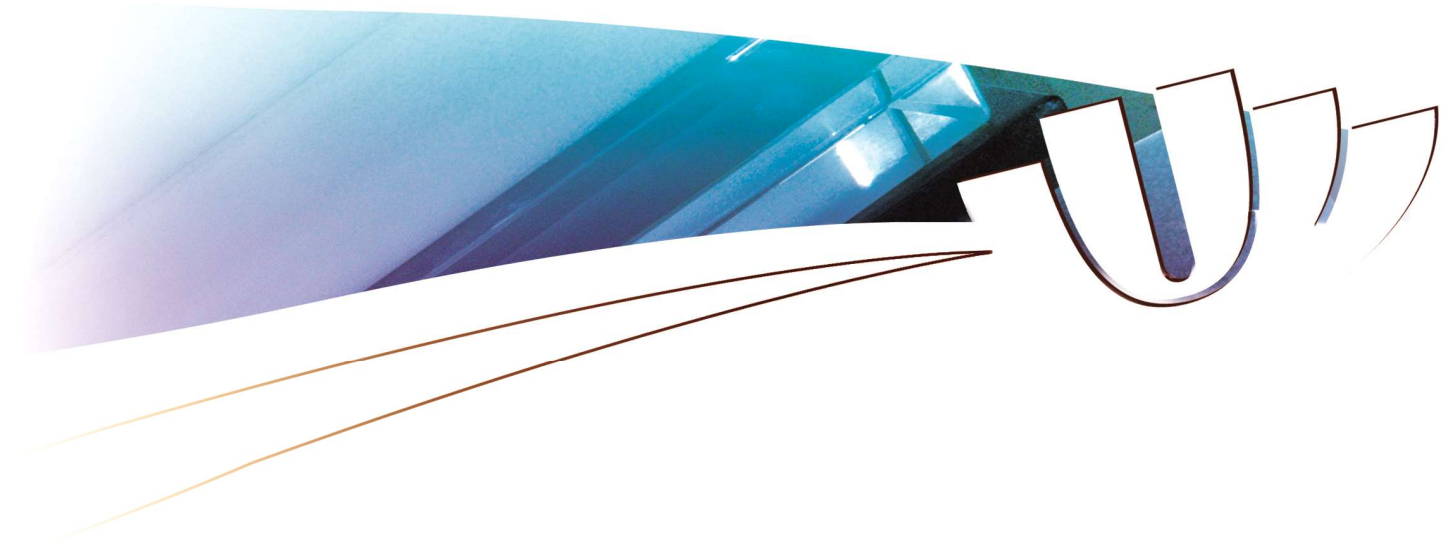
Graphique 30 : Répartition des charges du Réseau ESR par nature





COMPTE FINANCIER 2022

PRÉSENTÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14



ETATS FINANCIERS 2022

Bilan

Compte de résultat

Annexe

SOMMAIRE

BILANS :	2
BILAN 2022 AGREGÉ	3
BILAN 2022 HORS SACD	5
BILAN 2022 SAIC	7
BILAN 2022 CFA	9
BILAN 2022 FONDATION	11
BILAN 2022 RESEAU ESR	13
COMPTES DE RESULTAT :	15
COMPTE DE RESULTAT 2022 AGREGÉ	16
COMPTE DE RESULTAT 2022 URCA HORS SACD	18
COMPTE DE RESULTAT 2022 SAIC	20
COMPTE DE RESULTAT 2022 CFA	22
COMPTE DE RESULTAT 2022 FONDATION	24
COMPTE DE RESULTAT 2022 RESEAU ESR	26
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS	28
PREAMBULE	29
LES COMPTES FINANCIERS DES UNIVERSITES	30
I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	31
1/ FAITS CARACTERISTIQUES	31
2/ COMPARABILITE DES COMPTES	33
3/ PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES	34
II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	38
1/ ACTIF	38
2/ PASSIF	40
III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	42
1/ PRODUITS D'EXPLOITATION	42
2/ CHARGES D'EXPLOITATION	44
3/ CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	47
4/ CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	47
IV) AUTRES INFORMATIONS	49
ANNEXE N° 1 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS	51
ANNEXE N° 2 - TABLEAU DE VARIATION DES DEPRECIATIONS	51
ANNEXE N° 3 - TABLEAU DE VARIATION DES STOCKS	52
ANNEXE N° 4 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS	53
ANNEXE N° 5 – TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS	54
ANNEXE N° 6 – TABLEAU DES FINANCEMENTS EXTERNES DE L'ACTIF	55
ANNEXE N° 7 – TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES	56
ANNEXE N° 8 – TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES	57
ADDENDA	58

BILANS :

Agrégé, hors SACD, SAIC, CFA, Fondation, Réseau ESR

BILAN 2022 AGREGÉ

ACTIF				ACTIF NET 2021
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	4 165 131,15	3 058 927,90	1 106 203,25	1 256 043,73
<i>Immobilisations corporelles</i>	301 070 077,87	87 310 520,82	213 759 557,05	212 030 878,69
Terrains	48 097 805,77	1 487 218,47	46 610 587,30	46 775 493,09
Constructions	140 516 666,56	19 485 285,81	121 031 380,75	125 501 410,43
Installations techniques, matériels et outillage	65 352 399,94	41 077 524,26	24 274 875,68	23 951 035,23
Collections	10 900,50	2 554,15	8 346,35	8 496,35
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	39 230 682,35	25 257 938,13	13 972 744,22	12 252 853,90
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours	7 861 622,75		7 861 622,75	3 541 589,69
Avances et acomptes sur commandes			0,00	0,00
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>	102 726,60		102 726,60	90 462,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	305 337 935,62	90 369 448,72	214 968 486,90	213 377 384,42
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>	634 137,31		634 137,31	617 589,28
<i>Créances</i>	15 413 647,67	1 213 521,02	14 200 126,65	13 789 122,80
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	9 520 942,41		9 520 942,41	8 504 073,99
Créances clients et comptes rattachés	5 022 143,51	1 213 521,02	3 808 622,49	4 875 998,89
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs	870 561,75		870 561,75	409 049,92
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	362 504,03		362 504,03	230 623,39
TOTAL ACTIF CIRCULANT	16 410 289,01	1 213 521,02	15 196 767,99	14 637 335,47
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
<i>Disponibilités</i>	52 014 304,76		52 014 304,76	41 625 329,65
TOTAL TRESORERIE	52 014 304,76		52 014 304,76	41 625 329,65
<i>Comptes de régularisation</i>				
<i>Ecarts de conversion Actif</i>				
TOTAL GENERAL ACTIF	373 762 529,39	91 582 969,74	282 179 559,65	269 640 049,54

BILAN 2022 AGREGÉ

PASSIF	2022 avant affectation du résultat	2021 avant affectation du résultat
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	176 787 921,38	174 349 181,07
Financements de l'actif - Etat	124 322 052,89	127 169 278,83
Financement de l'actif par des tiers	51 558 945,16	46 130 412,00
Fonds propres des fondations	1 500 000,00	1 500 000,00
Dotations consommables inscrites au compte de résultat	-593 076,67	-450 509,76
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	101 411 212,27	98 099 957,24
<i>Report à nouveau</i>	-32 486 764,47	-34 054 444,79
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	2 396 938,20	3 311 255,03
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	248 109 307,38	241 705 948,55
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>	285 760,00	1 463 732,21
<i>Provisions pour charges</i>	1 815 585,78	1 561 536,35
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 101 345,78	3 025 268,56
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	6 195 055,95	4 550 223,73
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	5 287 039,27	5 613 038,55
<i>Avances et acomptes reçus</i>	13 306 284,26	9 856 847,81
<i>Autres dettes non financières</i>	1 157 094,06	1 041 057,48
<i>Produits constatés d'avance</i>	6 023 432,95	3 847 664,86
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	31 968 906,49	24 908 832,43
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		
TOTAL TRESORERIE	0,00	0,00
<i>Comptes de régularisation</i>		
<i>Ecart de conversion Passif</i>		
TOTAL GENERAL PASSIF	282 179 559,65	269 640 049,54

BILAN 2022 HORS SACD

ACTIF				ACTIF NET 2021
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	4 054 970,19	2 949 070,96	1 105 899,23	1 252 769,12
<i>Immobilisations corporelles</i>	295 037 214,42	81 977 178,97	213 060 035,45	210 799 407,49
Terrains	48 097 805,77	1 487 218,47	46 610 587,30	46 775 493,09
Constructions	140 513 460,32	19 484 909,27	121 028 551,05	125 498 473,86
Installations techniques, matériels et outillage	60 145 280,36	36 451 106,28	23 694 174,08	22 899 996,48
Collections	10 900,50	2 554,15	8 346,35	8 496,35
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	38 408 144,72	24 551 390,80	13 856 753,92	12 075 358,02
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours	7 861 622,75		7 861 622,75	3 541 589,69
Avances et acomptes sur commandes				
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>	94 026,60		94 026,60	81 762,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	299 186 211,21	84 926 249,93	214 259 961,28	212 133 938,61
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>	634 137,31		634 137,31	617 589,28
<i>Créances</i>	13 094 640,26	1 213 521,02	11 881 119,24	11 988 674,95
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	9 481 601,99		9 481 601,99	8 527 547,67
Créances clients et comptes rattachés	2 745 896,34	1 213 521,02	1 532 375,32	3 050 976,30
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs	867 141,93		867 141,93	410 150,98
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	342 943,95		342 943,95	227 813,72
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14 071 721,52	1 213 521,02	12 858 200,50	12 834 077,95
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
<i>Disponibilités</i>	49 217 305,57		49 217 305,57	42 378 488,76
<i>Autres</i>				
TOTAL TRESORERIE	49 217 305,57		49 217 305,57	42 378 488,76
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	362 475 238,30	86 139 770,95	276 335 467,35	267 346 505,32

BILAN 2022 HORS SACD

PASSIF	2022 avant affectation du résultat	2021 avant affectation du résultat
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	175 569 636,29	172 678 977,67
Financements de l'actif - Etat	124 322 052,89	127 169 278,83
Financement de l'actif par des tiers	51 247 583,40	45 509 698,84
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	97 895 651,73	94 866 537,81
<i>Report à nouveau</i>	-33 355 279,48	-33 243 361,46
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	2 635 150,00	3 029 113,92
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	242 745 158,54	237 331 267,94
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>	285 760,00	1 463 732,21
<i>Provisions pour charges</i>	1 815 585,78	1 561 536,35
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 101 345,78	3 025 268,56
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	6 109 464,64	4 473 213,76
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	5 287 039,27	5 669 435,71
<i>Avances et acomptes reçus</i>	13 306 284,26	9 852 328,03
<i>Autres dettes non financières</i>	1 156 540,17	1 041 580,95
<i>Produits constatés d'avance</i>	5 629 634,69	3 841 881,43
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	31 488 963,03	24 878 439,88
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		2 111 528,94
TOTAL TRESORERIE	0,00	2 111 528,94
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	276 335 467,35	267 346 505,32

BILAN 2022 SAIC

ACTIF				ACTIF NET 2021
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	104 484,96	104 180,94	304,02	3 274,61
<i>Immobilisations corporelles</i>	5 970 261,14	5 299 467,68	670 793,46	1 198 085,02
Terrains				
Constructions	3 206,24	376,54	2 829,70	2 936,57
Installations techniques, matériels et outillage	5 207 119,58	4 626 417,98	580 701,60	1 051 038,75
Collections			0,00	
Biens historiques et culturels			0,00	
Autres immobilisations corporelles	759 935,32	672 673,16	87 262,16	144 109,70
Immobilisations mises en concession			0,00	
Immobilisations corporelles en cours			0,00	
Avances et acomptes sur commandes			0,00	
Immobilisations grévées de droits			0,00	
Immobilisations corporelles-biens vivants			0,00	
<i>Immobilisations financières</i>	8 700,00		8 700,00	8 700,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 083 446,10	5 403 648,62	679 797,48	1 210 059,63
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>			0,00	0,00
<i>Créances</i>	47 749,90		47 749,90	130 449,43
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	-10 302,71		-10 302,71	0,00
Créances clients et comptes rattachés	54 632,79		54 632,79	130 449,43
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs	3 419,82		3 419,82	0,00
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	18 813,38		18 813,38	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	66 563,28		66 563,28	130 449,43
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Disponibilités	603 403,18		603 403,18	524 197,32
Autres				
TOTAL TRESORERIE	603 403,18		603 403,18	524 197,32
Comptes de régularisation				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	6 753 412,56	5 403 648,62	1 349 763,94	1 864 706,38

BILAN 2022 SAIC

PASSIF	2022 avant affectation du résultat	2021 avant affectation du résultat
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	311 361,76	620 713,16
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers	311 361,76	620 713,16
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	1 998 528,02	2 066 812,72
<i>Report à nouveau</i>	-865 533,04	-787 975,08
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	-108 727,19	-68 284,70
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	1 335 629,55	1 831 266,10
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	14 134,39	18 502,47
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		7 111,23
<i>Avances et acomptes recus</i>		4 519,78
<i>Autres dettes non financières</i>		23,37
<i>Produits constatés d'avance</i>		3 283,43
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	14 134,39	33 440,28
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		
TOTAL TRESORERIE		
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	1 349 763,94	1 864 706,38

BILAN 2022 CFA

ACTIF				ACTIF NET 2021
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Immobilisations corporelles</i>	5 059,28	5 059,28	0,00	0,00
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage				
Collections				
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	5 059,28	5 059,28	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur commandes				
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 059,28	5 059,28	0,00	0,00
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
<i>Créances</i>	2 265 692,65		2 265 692,65	1 735 854,57
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	44 078,27		44 078,27	41 281,40
Créances clients et comptes rattachés	2 221 614,38		2 221 614,38	1 694 573,16
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs			0,00	0,01
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>			0,00	2 809,67
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 265 692,65		2 265 692,65	1 738 664,24
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
<i>Disponibilités</i>	668 956,84		668 956,84	0,00
<i>Autres</i>				
TOTAL TRESORERIE	668 956,84		668 956,84	0,00
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	2 939 708,77	5 059,28	2 934 649,49	1 738 664,24

BILAN 2022 CFA

PASSIF	2022 avant affectation du résultat	2021 avant affectation du résultat
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>		
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	964 603,21	662 422,16
<i>Report à nouveau</i>	1 763 230,35	6 074,05
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	-202 657,52	302 181,05
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	2 525 176,04	970 677,26
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	15 675,20	8 871,74
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		3 455,80
<i>Avances et acomptes reçus</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>	-0,01	0,33
<i>Produits constatés d'avance</i>	393 798,26	2 500,00
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	409 473,45	14 827,87
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		753 159,11
TOTAL TRESORERIE	0,00	753 159,11
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	2 934 649,49	1 738 664,24

BILAN 2022 FONDATION

ACTIF				ACTIF NET 2021
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage				
Collections				
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur commandes				
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE				
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
<i>Créances</i>	0,00		0,00	0,00
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne				
Créances clients et comptes rattachés				
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs				
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>	746,70		746,70	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	746,70		746,70	0,00
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Disponibilités	952 680,23		952 680,23	1 066 264,84
Autres				
TOTAL TRESORERIE	952 680,23		952 680,23	1 066 264,84
Comptes de régularisation				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	953 426,93		953 426,93	1 066 264,84

BILAN 2022 FONDATION

PASSIF	2022 avant affectation du résultat	2021 avant affectation du résultat
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>	906 923,33	1 049 490,24
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Fonds propres des fondations	1 500 000,00	1 500 000,00
Dotations consommables inscrites au compte de résultat	-593 076,67	-450 509,76
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	32 356,14	32 356,14
<i>Report à nouveau</i>	-29 182,30	-29 182,30
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	910 097,17	1 052 664,08
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	43 329,76	13 600,76
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		
<i>Avances et acomptes reçus</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>		
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	43 329,76	13 600,76
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		
TOTAL TRESORERIE	0,00	0,00
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	953 426,93	1 066 264,84

BILAN 2022 RESEAU ESR

ACTIF				ACTIF NET 2021
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	5 676,00	5 676,00	0,00	0,00
<i>Immobilisations corporelles</i>	57 543,03	28 814,89	28 728,14	33 386,18
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage				
Collections				
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	57 543,03	28 814,89	28 728,14	33 386,18
Immobilisations mises en concession				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur commandes				
Immobilisations grévées de droits				
Immobilisations corporelles-biens vivants				
<i>Immobilisations financières</i>				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	63 219,03	34 490,89	28 728,14	33 386,18
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks</i>				
<i>Créances</i>	5 564,86		5 564,86	2 225,73
Créances sur des entités publiques des organismes internationaux et Commission européenne	5 564,86		5 564,86	2 225,73
Créances clients et comptes rattachés				
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)				
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances sur les autres débiteurs				
<i>Charges constatées d'avance (dont Primes de remboursement des emprunts)</i>				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 564,86		5 564,86	2 225,73
TRESORERIE				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
<i>Disponibilités</i>	571 958,94		571 958,94	522 022,78
<i>Autres</i>				
TOTAL TRESORERIE	571 958,94		571 958,94	522 022,78
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL ACTIF	640 742,83	34 490,89	606 251,94	557 634,69

BILAN 2022 RESEAU ESR

PASSIF	2022 avant affectation du résultat	2021 avant affectation du résultat
FONDS PROPRES		
<i>Financements reçus</i>		
Financements de l'actif - Etat		
Financement de l'actif par des tiers		
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
<i>Réserves</i>	520 073,17	471 828,41
<i>Report à nouveau</i>		
<i>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</i>	73 172,91	48 244,76
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL FONDS PROPRES	593 246,08	520 073,17
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
<i>Emprunts obligataires</i>		
<i>Emprunts souscrits auprès des établissements financiers</i>		
<i>Dettes financières et autres emprunts</i>		
TOTAL DETTES FINANCIERES		
DETTES NON FINANCIERES		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	12 451,96	36 035,00
<i>Dettes fiscales et sociales</i>		16,62
<i>Avances et acomptes reçus</i>		
<i>Autres dettes non financières</i>	553,90	553,90
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	13 005,86	36 605,52
TRESORERIE		
<i>Autres éléments de trésorerie passive</i>		956,00
TOTAL TRESORERIE	0,00	956,00
Comptes de régularisation		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL GENERAL PASSIF	606 251,94	557 634,69

COMPTES DE RESULTAT :
Agrégé, hors SACD, SAIC, CFA, Fondation, Réseau ESR

COMPTE DE RESULTAT 2022 AGREGÉ

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	69 024,23	71 994,02
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	23 609 094,86	22 718 093,10
<i>Charges de personnel</i>	174 842 883,48	166 573 882,05
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	104 199 598,91	98 598 078,43
<i>Charges sociales</i>	69 850 502,93	67 604 372,19
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	792 781,64	371 431,43
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	4 907 301,39	5 035 067,43
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	16 981 136,56	16 113 268,34
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	220 409 440,52	210 512 304,94
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	220 409 440,52	210 512 304,94
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>	1 843,47	65,91
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	1 843,47	65,91
IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS		651 859,28
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	2 396 938,20	3 311 255,03
TOTAL CHARGES	222 808 222,19	214 475 485,16

COMPTE DE RESULTAT AGREGÉ

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	195 313 731,51	189 597 057,29
Subventions pour charges de service public	181 466 531,00	177 316 333,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	12 638 771,71	10 505 097,23
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs	11 278,83	104 327,33
Produits de la fiscalité affectée	1 197 149,97	1 671 299,73
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	17 586 554,14	16 335 752,40
Ventes de biens ou prestations de services	15 492 572,78	14 810 666,60
Produits de cessions d'éléments d'actif	1 505 100,00	4 387,49
Autres produits de gestion	579 119,77	1 575 235,14
Production stockée et immobilisée	9 761,59	54 536,83
<i>Autres Produits</i>	9 907 678,49	8 542 180,79
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	3 267 306,58	1 639 399,36
Reprises du financement rattaché à un actif	6 640 371,91	6 902 781,43
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	222 807 964,14	214 474 990,48
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		494,68
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Gains de change</i>	258,05	
<i>Autres produits financiers</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	258,05	494,68
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		
TOTAL PRODUITS	222 808 222,19	214 475 485,16

COMPTE DE RESULTAT 2022 URCA HORS SACD

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	68 681,58	71 155,02
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	23 404 613,35	22 544 565,88
<i>Charges de personnel</i>	169 488 478,11	163 129 507,65
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	98 933 667,54	95 256 053,81
<i>Charges sociales</i>	69 762 729,02	67 502 371,36
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	792 081,55	371 082,48
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	4 643 653,24	4 425 549,90
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	16 518 784,21	15 583 377,02
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	214 124 210,49	205 754 155,47
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>		
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	214 124 210,49	205 754 155,47
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>	1 843,47	65,91
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	1 843,47	65,91
IMPOT SUR LES SOCIETES		628 145,17
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	2 635 150,00	3 029 113,92
TOTAL CHARGES	216 761 203,96	209 411 480,47

COMPTE DE RESULTAT 2022 URCA HORS SACD

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	194 992 411,69	189 228 483,86
Subventions pour charges de service public	181 149 131,00	177 066 333,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	12 635 351,89	10 386 983,80
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs	10 778,83	103 867,33
Produits de la fiscalité affectée	1 197 149,97	1 671 299,73
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	12 170 207,13	11 959 012,09
Ventes de biens ou prestations de services	10 226 792,70	10 551 116,74
Produits de cessions d'éléments d'actif	1 505 100,00	4 387,49
Autres produits de gestion	428 552,84	1 458 044,69
Production stockée et immobilisée	9 761,59	54 536,83
Autres Produits	9 598 327,09	8 223 489,84
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	3 267 306,58	1 639 399,36
Reprises du financement rattaché à un actif	6 331 020,51	6 584 090,48
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	216 760 945,91	209 410 985,79
 PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		494,68
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Gains de change</i>	258,05	
<i>Autres produits financiers</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	258,05	494,68
 RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		
TOTAL PRODUITS	216 761 203,96	209 411 480,47

COMPTE DE RESULTAT 2022 SAIC

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	16,83	473,96
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	- 1 757,78	29 037,68
<i>Charges de personnel</i>	6 593,61	36 901,96
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	4 766,94	26 673,04
<i>Charges sociales</i>	1 826,67	10 228,92
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>		
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	109,64	120 043,42
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	457 694,31	525 151,42
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	462 656,61	711 608,44
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	462 656,61	711 608,44
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES		23 714,11
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)		
TOTAL CHARGES	462 656,61	735 322,55

COMPTE DE RESULTAT 2022 SAIC

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	3 419,82	118 113,43
Subventions pour charges de service public		
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	3 419,82	118 113,43
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques	-	-
Dons et legs	-	-
Produits de la fiscalité affectée	-	-
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	41 158,20	230 233,47
Ventes de biens ou prestations de services	41 158,20	229 821,86
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion		411,61
Production stockée et immobilisée		
Autres Produits	309 351,40	318 690,95
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif	309 351,40	318 690,95
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	353 929,42	667 037,85
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>	-	-
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>	-	-
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>	-	-
<i>Gains de change</i>		
<i>Autres produits financiers</i>	-	-
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)	108 727,19	68 284,70
TOTAL PRODUITS	462 656,61	735 322,55

COMPTE DE RESULTAT 2022 CFA

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	-	-
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	34 670,93	27 908,93
<i>Charges de personnel</i>	5 203 016,45	3 251 164,50
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	5 155 777,76	3 199 397,32
<i>Charges sociales</i>	46 791,12	51 565,47
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	447,57	201,71
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	197 592,04	453 304,01
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>		81,86
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 435 279,42	3 732 459,30
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	5 435 279,42	3 732 459,30
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)		302 181,05
TOTAL CHARGES	5 435 279,42	4 034 640,35

COMPTE DE RESULTAT 2022 CFA

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	-	-
Subventions pour charges de service public		
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée		
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	5 232 621,90	4 034 640,35
Ventes de biens ou prestations de services	5 224 621,88	4 029 728,00
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion	8 000,02	4 912,35
Production stockée et immobilisée		
Autres Produits	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	5 232 621,90	4 034 640,35
 PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Gains de change</i>		
<i>Autres produits financiers</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	-	-
 RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)	202 657,52	
TOTAL PRODUITS	5 435 279,42	4 034 640,35

COMPTE DE RESULTAT 2022 FONDATION

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	113,39	
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	80 622,71	58 221,32
<i>Charges de personnel</i>	23 606,49	49 068,87
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	17 042,66	35 751,07
<i>Charges sociales</i>	6 494,13	13 317,80
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	69,70	
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	38 724,32	5 022,26
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	143 066,91	112 312,45
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	143 066,91	112 312,45
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)		
TOTAL CHARGES	143 066,91	112 312,45

COMPTE DE RESULTAT 2022 FONDATION

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	500,00	460,00
Subventions pour charges de service public		
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs	500,00	460,00
Produits de la fiscalité affectée		
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	142 566,91	111 852,45
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion	142 566,91	111 852,45
Production stockée et immobilisée		
Autres Produits	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	143 066,91	112 312,45
 PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Gains de change</i>		
<i>Autres produits financiers</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	-	-
 RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		
TOTAL PRODUITS	143 066,91	112 312,45

COMPTE DE RESULTAT 2022 RESEAU ESR

CHARGES (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Achats</i>	212,43	365,04
<i>Conso marchandises et appro, réalisation travaux et conso directe service par l'organisme</i>	90 945,65	58 359,29
<i>Charges de personnel</i>	121 188,82	107 239,07
<i>Salaires, traitements et rémunérations divers</i>	88 344,01	80 203,19
<i>Charges sociales</i>	32 661,99	26 888,64
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Autres charges de personnel</i>	182,82	147,24
<i>Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)</i>	27 222,15	31 147,84
<i>Dotation aux amort, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables actifs cédés</i>	4 658,04	4 658,04
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	244 227,09	201 769,28
CHARGES D'INTERVENTION		
<i>Dispositif d'intervention pour compte propre</i>	-	-
<i>Transfert aux ménages</i>		
<i>Transferts aux entreprises</i>		
<i>Transferts aux collectivités territoriales</i>		
<i>Transferts aux autres collectivités</i>		
<i>Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme</i>		
<i>Dotations aux provision et dépréciations</i>		
<i>Autres</i>		
<i>Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)</i>		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	-	-
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	244 227,09	201 769,28
CHARGES FINANCIÈRES		
<i>Charges d'intérêt</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Pertes de change</i>		
<i>Autres charges financières</i>		
<i>Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières</i>		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-	-
IMPOT SUR LES SOCIETES		
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	73 172,91	48 244,76
TOTAL CHARGES	317 400,00	250 014,04

COMPTE DE RESULTAT 2022 RESEAU ESR

PRODUITS (hors taxes)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
<i>Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)</i>	317 400,00	250 000,00
Subventions pour charges de service public	317 400,00	250 000,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques		
Subventions de certaines charges d'intervention provenant de l'Etat et entités publiques		
Dons et legs		
Produits de la fiscalité affectée		
<i>Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)</i>	-	14,04
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits de cessions d'éléments d'actif		
Autres produits de gestion		14,04
Production stockée et immobilisée		
Autres Produits	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	317 400,00	250 014,04
PRODUITS FINANCIERS		
<i>Produits des participations et des prêts</i>		
<i>Intérêts sur créances non immobilisées</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
<i>Gains de change</i>		
<i>Autres produits financiers</i>		
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières</i>		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)		
TOTAL PRODUITS	317 400,00	250 014,04

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

*Etablie selon le recueil des normes comptables pour les établissements publics et selon
l'instruction comptable commune M9 du 11 décembre 2017*

PREAMBULE

L'annexe est un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat.

L'information qui y est donnée doit apporter les explications nécessaires pour une meilleure compréhension des documents comptables et complète les informations qu'ils contiennent.

Le contenu de l'annexe doit être analysé au regard du principe fondamental qu'est l'importance significative des informations retenues.

L'Agent Comptable est chargé de la tenue et de l'établissement des comptes et élabore l'annexe.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, s'étendant de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

L'annexe porte sur les comptes agrégés de l'Université de Reims Champagne-Ardenne qui comprennent les comptes de l'établissement principal et quatre services à comptabilité distincte (SACD) : à savoir le Service des Activités Industrielles et Commerciales (SAIC), le Centre de Formation des Apprentis de l'enseignement supérieur (CFA Sup), la fondation universitaire et le réseau des établissements ESR.

La présente annexe est exprimée en kilos-euros (K€), arrondis au millier d'euro le plus proche.

Pour mémoire, l'Université de Reims Champagne-Ardenne, par un arrêté du 10 décembre 2010, a été désignée pour bénéficier à compter du 1^{er} janvier 2011 des Responsabilités et Compétences Elargies (RCE) en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'Education. L'une des principales conséquences de la réforme induite par la loi sur les Libertés et Responsabilités des Universités accédant aux RCE est l'intégration à la dotation du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation de la masse salariale des fonctionnaires qui, jusqu'alors, étaient rémunérés par l'Etat.

Est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013 le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, qui actualise un ensemble de textes relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique dont le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

En prévoyant que *"les comptes de l'Université font l'objet d'une certification annuelle par un commissaire aux comptes"*, le dernier alinéa de l'article L 712-9 du code de l'éducation, issu de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, conduit les établissements à s'attacher tout particulièrement à la qualité de leurs comptes et à la réalisation des contrôles internes nécessaires.

Les comptes de l'URCA sont tenus sur l'application SIFAC (Système d'Information Financière Analytique et Comptable) fournie et maintenue par l'Agence de mutualisation des universités et établissements (AMUE), aussi bien dans les services ordonnateurs qu'à l'Agence comptable.

LES COMPTES FINANCIERS DES UNIVERSITES

Les Ressources

✓ Les ressources publiques des établissements proviennent de subventions versées par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, par d'autres ministères et organismes publics (CNRS, INSERM) et par des collectivités locales (régions, départements, communes et communautés de communes et d'agglomérations).

✓ Les ressources propres des établissements d'enseignement supérieur proviennent des droits universitaires, du produit de la taxe d'apprentissage, de contrats de recherche et de formation continue, de travaux et études, de ventes de produits et de publications, de dons et de subventions d'origine privée.

Les Trois Masses de Dépenses

✓ Les **dépenses de personnel** comprennent les salaires de tous les personnels, ainsi que les vacances payées à des intervenants extérieurs.

✓ Les **dépenses de fonctionnement** incluent les dépenses directement liées aux activités d'enseignement et de recherche, les dépenses de locations, d'entretien et de réparation des biens mobiliers et immobiliers, les dépenses de fluides, les frais de transport et de communication et les charges de gestion courante et exceptionnelles. Au sein des dépenses de fonctionnement, les dotations budgétaires aux amortissements prennent depuis l'exercice 2000 une place importante. Ces dotations permettent de financer sur fonds propres des dépenses d'immobilisation.

✓ Les **dépenses en investissement** enregistrent l'effort d'investissement de l'établissement : achats de logiciels, de matériels, acquisitions et aménagements de bâtiments et programmes pluriannuels de travaux en cours de réalisation.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1/ FAITS CARACTERISTIQUES

1a/ Vente du bâtiment ayant abrité l'IUTL

Le 4 mai 2022, a été signée la vente du bâtiment situé rue Libergier et ayant abrité l'Institut universitaire du temps libre, pour un montant de 1 500 K€. Le déclassement du domaine public avait été approuvé en conseil d'administration le 14 septembre 2021. Le bâtiment, le terrain et les travaux liés ont été sortis de l'actif.

1b/ Inventaire physique

Deux tiers de l'inventaire physique ont été réalisés en 2022 par le prestataire LCA (le premier tiers était initialement prévu en 2020 et a dû être reporté d'un an). Hors immobilier, environ 2 100 biens ont été sortis de l'inventaire comptable (pour une valeur brute de 3 423 K€ et une valeur nette comptable de 126 K€).

1c/ Demande de dévolution du patrimoine

Une demande de dévolution du patrimoine a été adressée au Ministère de tutelle en janvier 2022. De mai à octobre 2022, une équipe projet a rédigé un rapport contenant des données patrimoniales, financières, RH et les mettant en perspective, en vue de l'audit sur place mi-novembre par deux Inspecteurs généraux de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR).

1d/ Arrivée d'un nouveau directeur du patrimoine

Le 1^{er} septembre 2022, M. Mickaël Grasmuck a pris ses fonctions en tant que directeur du patrimoine, de la logistique et du développement durable (DPLDD) de l'université de Reims Champagne-Ardenne, après plusieurs mois de vacance du poste.

1d/ Départ du directeur de la fondation

Le 30 septembre 2022, M. Eric Chatel a quitté l'URCA. Le poste de directeur de la fondation est vacant à ce jour.

1e/ Création d'une mission de préfiguration de l'audit interne

Le 3 mars 2022 a été annoncée la nomination d'une chargée de mission de préfiguration de l'audit interne, rattachée à la direction générale des services. Mme Daouya Berka a occupé ce poste jusqu'à son départ fin décembre 2022. Elle a accompagné plusieurs directions dans la constitution d'un recueil de processus et procédures, dans l'identification des risques liés à leurs missions, et a conduit deux audits internes, l'un sur le service IUTL et l'autre sur le processus paye. Le poste est vacant à ce jour.

1f/ Travaux immobiliers liés au plan de relance

Les travaux liés au plan de relance de l'Etat dont bénéficie l'URCA depuis fin décembre 2020 se sont poursuivis en 2022. Pour rappel, les projets retenus sont la rénovation du

bâtiment 7 du campus Moulin de la Housse et d'une partie de l'IUT de Troyes. L'URCA en assure la maîtrise d'ouvrage. Les montants dépensés fin 2022 s'élèvent à 1 376 K€ pour le bâtiment 7 et 1 247 K€ pour l'IUT de Troyes. Les montants encaissés s'élèvent à 2 290 K€ pour le bâtiment 7 et 3 610 K€ pour l'IUT de Troyes.

1g/ Revalorisations indemnitaires

Le conseil d'administration tenu le 7 juin 2022 a approuvé plusieurs catégories de revalorisations au 1er septembre 2022 : une rénovation de la cartographie RIFSEEP, NBI et des grilles de rémunération des contractuels, et un système de rachat de neuf jours de congés RTT par l'établissement. La valorisation de ces jours de congés se fait à hauteur de deux fois le montant prévu pour l'indemnisation de jours de congés placés sur un compte épargne temps (CET) et est lissée mensuellement (catégorie A : +202,50€ brut/mois, cat. B : +135€ brut/mois, cat. C : +112,5€ brut/mois).

1h/ Projet Infinoé

INFINOÉ (INformation FINancière des Organismes de l'État) est le nom du nouvel infocentre des organismes publics nationaux. Il doit être opérationnel au 4^e trimestre 2023. L'URCA s'est portée volontaire auprès de l'AMUE (Agence de mutualisation des universités et établissements) afin d'être une université pilote sur ce projet. Des travaux de mise en qualité des données, de paramétrage de SIFAC et des tests d'envoi d'écritures ont donc lieu régulièrement depuis avril 2022 afin de permettre à terme la centralisation en temps réel des données budgétaires et comptables.

1i/ Régularisations par le report à nouveau

Il a été procédé à quelques régularisations à la clôture 2022. Voici une synthèse chiffrée des mouvements opérés sur les comptes #11 de report à nouveau :

Compte général	Montant	Sens	Type de régularisation
11000000	122 428 826,82	Crédit	Solde du compte au 31 décembre 2021
11000000	1 795 295,90	Crédit	Facturation de contrats d'apprentissage antérieurs à 2022
11000000	1 998,00	Crédit	Réimputation en classe 2 de dépenses initialement comptabilisées en charges
11900000	156 483 271,61	Débit	Solde du compte au 31 décembre 2021
11900000	229 613,58	Débit	Rattrapage d'amortissements liés à des exercices antérieurs
TOTAL 11	- 32 486 764,47	Solde débiteur	

2/ COMPARABILITE DES COMPTES

Néant.

3/ PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ❖ Continuité d'exploitation,
- ❖ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ❖ Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de l'URCA ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel telles qu'elles sont prévues en particulier par les textes suivants :

- le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique complété par le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 ;
- le décret n°2008-618 du 27 juin 2008 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) bénéficiant des responsabilités et compétences élargies ;
- le référentiel comptable applicable au 1^{er} janvier 2022 composé de l'instruction commune, du recueil des normes et du plan de comptes commun applicable aux organismes publics ;
- les instructions du Ministère de l'économie et des finances/DGFIP :
 - n°06-007 du 23 janvier 2006 relative aux passifs, actifs, amortissements et dépréciations des actifs ;
 - n°2012/11/6584 du 18 décembre 2012 sur la comptabilisation des financements externes de l'actif ;
 - n°13-0024 du 27 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des droits à congés, des comptes épargne-temps, des heures supplémentaires et complémentaires ;
 - BOFIP-GCP n°13-002 du 5 décembre 2013 datée du 20 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues.

En application de l'arrêté du 19 juillet 2022 portant modification du recueil des normes comptables applicables et conformément à l'avis n°2022-04 CNoCP du 5 juillet 2022, le tableau présentant les flux de trésorerie prévu par la norme 1 du RNCEP est désormais facultatif, la pertinence de sa présentation dans l'annexe étant laissée à l'appréciation de l'établissement.

3a/ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Sont immobilisés les biens qui participent à la vie de l'établissement pour une durée supérieure à un an et qui ont vocation à être renouvelés au terme de la durée d'amortissement.

Le périmètre des immobilisations a été défini et adopté par le conseil d'administration le 18 février 2011. Il est rappelé qu'à partir de 800€ HT (hors TVA déductible), la création d'une immobilisation est obligatoire. Afin d'uniformiser les méthodes de comptabilisation en classes 2 et 6, le conseil d'administration s'est prononcé pour l'adoption d'un second seuil de 350€ HT (hors TVA déductible), au-delà duquel le matériel scientifique, les ordinateurs portables et de bureau ainsi que le matériel audiovisuel doivent être immobilisés.

Les biens sont amortis linéairement au *prorata temporis*, à compter de leur date de mise en service. Les durées d'amortissement pratiquées par l'URCA sont les suivantes :

Compte général	Désignation	Durée d'amortissement (en années)
20300000	Frais de recherche et de développement	5
20531000	Logiciels acquis ou sous-traités	3
20532000	Logiciels créés	3
20580000	Autres conces° et dts similaires, brevets, lic.	3
20800000	Autres immobilisations incorporelles	5
21126000	Terrains aménagés mis à disposition	0
21127000	Terrains aménagés acquis	0
21216000	Agencement terrains nus mis à disposition	10
21217000	Agencement terrain nus acquis	10
21226000	Agencement terrains aménagés mad	30
21227000	Agencement terrains aménagés acquis	10
21255700	Agencement terr bâtis ens immob admin/com acquis	10
21315600	Construction bâtiment admin/com mad	50
21315700	Construction bâtiment admin/com acquis	30
21355700	Construction agencement bâtiments admin acquis	30
21511700	Installations complexes acquis sol propre	10
21514700	Installations complexes acquis sol autrui	10
21531700	Installations spécifiques acquis sol propre	8
21535700	Installations spécifiques acquis sol autrui	10
21546000	Matériel mis à disposition	10
21547000	Matériel acquis	10
21548000	Matériel autre	10
21556000	Outillage mis à disposition	10
21557000	Outillage acquis	10
21566000	Matériel d'enseignement mis à disposition	10
21567000	Matériel d'enseignement acquis	10
21577000	Agencements & aménag du mat & outil acquis	10
21600000	Collections	0
21817000	Install génér, agncts, amngts divers acquis	10
21827000	Matériel de transport acquis	10
21831700	Matériel de bureau acquis	10
21832700	Matériel informatique acquis	5
21832800	Matériel informatique autre	5
21846000	Mobilier mis à disposition	10
21847000	Mobilier acquis	10
21887000	Matériels divers acquis	10
21888000	Matériels divers autres	10

Patrimoine immobilier

Le patrimoine immobilier de l'URCA est intégré de manière exhaustive dans la comptabilité de l'établissement depuis 2020, sur la base des évaluations foncières réalisées par la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE). Pour rappel, l'exercice 2021 a vu l'inscription au bilan du siège de l'URCA, bâtiment remis en dotation par l'Etat.

3b/ Financements externes de l'actif

Les subventions destinées à financer des opérations d'investissement sont enregistrées au moment de leur notification dans les capitaux propres. Dès leur utilisation, les montants sont amortis selon les mêmes règles que les biens qu'elles financent, la durée d'amortissement étant la même que celle du bien acquis.

Les financements sont rattachés au fur et à mesure de leur réception : un suivi particulier des financements externes de l'actif a été mis en place à l'agence comptable à compter de mars 2020, afin notamment d'identifier - grâce aux bilans de dépenses subventionnables - les financements qui auraient dû être comptabilisés en produits car ayant servi à effectuer des dépenses de fonctionnement.

3c/ Provisions

Les provisions comptabilisées à l'URCA sont totalement reprises sur l'exercice N+1 et constatées pour leur nouveau montant.

3d/ Rattachement des charges et produits à l'exercice

L'Université de Reims Champagne-Ardenne applique le principe de rattachement des charges et des produits à l'exercice.

Factures couvrant plusieurs exercices

Certains fournisseurs (de fluides, d'assurances) émettent des factures couvrant plusieurs exercices. Celles-ci sont identifiées dès leur réception au service facturier, et donnent lieu à la comptabilisation au fil de l'eau d'une charge constatée d'avance permettant à chaque exercice comptable de ne supporter que la charge qui lui incombe.

Contrats pluriannuels

Les contrats concernés sont essentiellement ceux conclus au titre de la recherche. L'université comptabilise ses contrats pluriannuels à l'avancement / au fur et à mesure que les droits sont acquis, s'agissant de conventions avec conditions d'octroi. L'avancement est déterminé selon les coûts réellement constatés sur chaque convention, dont le suivi est réalisé dans SIFAC.

Formation continue

Les produits relatifs à la formation continue sont proratisés en fonction des durées de formation inscrites dans les conventions, au moyen d'un produit constaté d'avance.

Apprentissage

Les produits relatifs à la formation en apprentissage sont titrés par la Direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage (DFPA) selon l'échéancier prévu dans l'accord de prise en charge (un acompte, plusieurs échéances, un solde). Un travail de fiabilisation du rattachement des produits à l'exercice a été mené en 2022 : sur la base

de tableaux de suivi des contrats d'apprentissage tenus par la DFPA, ont été comptabilisés des produits à recevoir (pour la quote-part 2022 des acomptes 2022-2023 non facturés), des produits constatés d'avance (pour la quote-part 2023 des acomptes 2022-2023 facturés) et des reclassements en report à nouveau (pour les quotes-parts 2021 et antérieures facturées en 2022).

Droits universitaires

Les modalités de comptabilisation des droits d'inscription en formation initiale ont été modifiées par une note de la Direction Générale des Finances Publiques du 3 juillet 2020. Cette dernière a redéfini les DI comme des droits « acquis pour l'établissement lors de l'inscription de l'étudiant. Le paiement de ses droits d'inscription garantit, en effet, à l'étudiant de pouvoir bénéficier du service de formation assuré par l'établissement. Ils (...) ne sont pas calculés à termes échus, au fur et à mesure du déroulé de la formation ».

Ce changement de méthode comptable a mis fin à la comptabilisation des droits d'inscription selon la règle du *prorata temporis* appliquée jusqu'en 2018 ainsi qu'à l'utilisation de la technique comptable des produits constatés d'avance.

Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)

La Contribution Vie Etudiante et de Campus est une taxe affectée versée par les étudiants s'inscrivant à une formation initiale. Mise en place à compter du 1er juillet 2018, elle est collectée par les CROUS et s'élève à 95€ pour l'année universitaire 2022-2023. Les modalités de reversement par le CROUS à l'établissement ayant inscrit l'étudiant ont été modifiées par le décret n° 2022-1509 du 1er décembre 2022 portant modification des dispositions relatives à la contribution de vie étudiante et de campus : jusqu'en 2021 inclus, 50% du montant alloué à l'établissement était reversé par le CROUS durant le premier trimestre de l'année universitaire et le solde était versé durant le troisième trimestre. Désormais, un premier versement est réalisé au plus tard le 20 janvier de l'année universitaire en cours, correspondant à 100% du montant attendu (soit 43€ par étudiant inscrit). Un second versement complémentaire peut être effectué le 31 juillet au plus tard après ajustement des listes d'inscrits. Le produit n'est donc pas réparti au prorata de l'année universitaire.

3e/ TVA

En 2022, l'URCA a utilisé un coefficient de taxation forfaitaire pour la septième année consécutive. Un taux de 12% a été calculé d'après les opérations de 2021 et appliqué à compter du 1^{er} avril 2022. Ce taux était de 11% auparavant.

Il est à noter que ce taux entraîne la constitution d'un crédit de TVA important. Le remboursement en est régulièrement demandé au Service des Impôts des Entreprises, toutefois aucun remboursement n'a été demandé en 2022. Le crédit de TVA s'élève à 1 455 K€ au 31 décembre 2022.

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

Depuis 2010, l'Université de Reims Champagne-Ardenne a entrepris une mise à jour de ses actifs et passifs :

- ❖ depuis l'exercice 2010, le fonctionnement de SIFAC garantit qu'une immobilisation ne peut être financée que si le financement en question a été comptabilisé (avant 2010, le calcul des reprises des quotes-parts virées au compte de résultat se faisait sur la base d'un système déclaratif).
- ❖ au 31 décembre 2016 ont été intégrés en comptabilité les résultats de l'inventaire physique des biens mobiliers par un prestataire externe, supprimant ainsi l'écart qui existait depuis l'exercice 2000 entre la comptabilité générale et l'état de l'actif. Un nouvel inventaire physique a été finalisé en 2022 (deux tiers du patrimoine mobilier en 2021, le dernier tiers en 2022).
- ❖ le patrimoine immobilier a été fiabilisé au 31 décembre 2018 puis au 31 décembre 2021 avec l'intégration de tous les biens contrôlés par l'URCA.
- ❖ les comptes d'immobilisations en cours sont surveillés tout au long de l'année et sont mis en service au fil de l'eau à compter de 2021, suite au rattrapage opéré en 2020.

1/ ACTIF

1a/ Actif immobilisé

Le montant brut de l'actif immobilisé est en augmentation de 6 530 K€. L'actif passe ainsi de 290 791 K€ en 2021 à 297 321 K€ en 2022.

(Hors immobilisations en cours et immobilisations financières. Pour le détail des variations, se reporter à l'annexe 4).

► **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles ont diminué de 129 K€, passant de 4 242 K€ en 2021 à 4 112 K€ en 2022. Les immobilisations incorporelles en cours ont, quant à elles, progressé de 23 K€, passant de 29 K€ à 53 K€.

► **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 6 658 K€, passant de 286 550 K€ en 2021 à 293 208 K€ en 2022. Les immobilisations corporelles en cours sont passées de 3 542 K€ à 7 862 K€, soit une augmentation de 4 320 K€.

► **IMMOBILISATIONS EN COURS**

Les opérations comptabilisées en comptes 23 sont relatives à des immobilisations en cours (travaux pour l'essentiel). Dès que les travaux sont finalisés et que la mise en service des biens est signalée par la DPLDD notamment à l'agence comptable, les

sommes engagées sont transférées vers les comptes d'immobilisations définitifs concernés (comptes 20 ou 21) par le biais de la création de fiches d'immobilisations. Ces fiches sont valorisées et entraînent le calcul d'amortissements à partir de la date de mise en service.

Le poste des immobilisations en cours à l'actif du bilan présente un solde de 7 914 K€ au 31 décembre 2022, soit une augmentation de 4 343 K€.

► **IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les immobilisations financières ont très peu augmenté (103 K€ au 31 décembre 2022). Sont comptabilisés en immobilisations financières les prêts accordés au personnel et les dépôts et cautionnements versés.

1b/ Amortissement et dépréciation des immobilisations

Les amortissements cumulés ont augmenté de 9 294 K€, passant de 81 075 K€ en 2021 à 90 369 K€ en 2022.

1c/ Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués selon la méthode de l'inventaire intermittent. Ils passent de 618 K€ à 634 K€ et se décomposent de la manière suivante :

- Combustibles : 8 K€
- Fournitures consommables : 2 K€
- Produits intermédiaires : 4 K€
- Produits finis : 620 K€

1d/ Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. L'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice est reproduit dans les annexes n° 7 et 8.

Deux grands types de créances peuvent être distingués : les créances liées à la facturation de prestations par l'université principalement dans le domaine de la recherche ; les créances liées à des subventions accordées par des partenaires enregistrées aux subdivisions des comptes 44.

Les créances douteuses s'élèvent à 1 204 K€ (dont la créance Hydroption pour 1 095 K€ - qui est dépréciée par ailleurs). Les créances sont dépréciées à hauteur de 1 213 K€. Les règles de dépréciation retenues en 2022 restent inchangées depuis 2017 : dépréciation à 100% des créances de débiteurs privés de plus d'un an, et dépréciation à 100% des créances de financeurs publics de plus de trois ans.

Le poste « créances sur les autres débiteurs » comprend les avances marché pour 466 K€.

1e/ Trésorerie et rendement

L'Université de Reims Champagne-Ardenne dispose d'un compte de dépôt de fonds au Trésor Public. Son solde au 31 décembre 2022 est le suivant : 52 014 K€.

2/ PASSIF

2a/ Capitaux propres

Les capitaux propres de l'université sont composés :

1. des financements de l'Etat rattachés et non rattachés à des actifs déterminés dont la valeur nette compte tenu des reprises au compte de résultat s'élève à 124 322 K€ ;
2. des réserves de l'établissement qui représentent le montant cumulé des résultats d'exploitation des exercices précédents pour 101 411 K€ ;
3. des reports à nouveau d'un montant débiteur de 32 487 K€ (régularisations au titre d'exercices antérieurs – *cf. supra*) ;
4. du résultat de l'exercice excédentaire de 2 397 K€ ;
5. des financements de l'actif par des tiers autres que l'Etat rattachés et non rattachés à des actifs déterminés dont la valeur nette compte tenu des reprises au compte de résultat s'élève à 51 559 K€ ;
6. des fonds propres de la fondation universitaire pour 910 K€.

2b/ Réserves

Les résultats d'exploitation des exercices successifs des EPSCP sont affectés aux réserves de l'établissement (abondement en cas de résultat excédentaire, prélèvement en cas de résultat déficitaire).

2c/ Provisions

L'URCA a comptabilisé une provision pour risques et charges (litiges en cours) d'un montant de 286 K€. La créance Hydroption était en 2021 provisionnée comme un risque, mais en 2022 elle a fait l'objet d'une dépréciation (pour 1 095 K€ et non plus 1 164 K€, compte tenu de la compensation avec les deux factures qui restaient dues au fournisseur).

L'université a également enregistré une provision de 1 816 K€ au titre des jours de congés maintenus en tant que tels dans les comptes-épargne temps des personnels BIATSS de l'URCA, conformément à l'instruction n°13-0024 du 27 novembre 2013 relative aux modalités de comptabilisation des droits à congés, des comptes épargne-temps, des heures supplémentaires et complémentaires. Jusqu'en 2017, ces jours étaient comptabilisés sous forme d'une charge à payer entrant dans le calcul de la masse salariale. Désormais, la contrepartie de cette provision est le 6815 « dotation aux provisions pour risques et charges de fonctionnement et d'intervention ».

2d/ Dettes

Les produits constatés d'avance d'un montant de 6 023 K€ sont constitués notamment des postes suivants :

- Subventions entités publiques (ARS, PIA) : 2 529 K€
- Contrats de recherche : 1 430 K€
- Subventions Etat : 686 K€
- Droits d'inscription spécifiques et redevance : 397 K€
- Apprentissage : 394 K€
- Subventions de fonctionnement de l'Union européenne : 187 K€
- Colloques : 137 K€
- Formation continue : 115 K€
- Subventions de fonctionnement de la région Grand Est : 73 K€
- Mise à disposition de personnel : 30 K€

Les dettes fiscales et sociales, d'un montant de 5 382 K€, comprennent les charges à payer pour congés des BIATSS (1 639 K€ pour les titulaires et 583 K€ pour les contractuels), les charges à payer sur rémunérations (1 854 K€ pour les heures complémentaires et vacations, 574 K€ pour les dépenses relatives aux titulaires et 443 K€ pour les contractuels). Sont également incluses dans ce poste les charges à payer qui concernent les comptes-épargne temps : une charge à payer pour l'indemnisation (177 K€) et une charge à payer pour les jours de CET pris en compte au titre du RAFP (12 K€).

2e/ Échéances des créances et des dettes

Cf. annexes n° 7 et 8.

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Le résultat de l'exercice 2022 est excédentaire de 2 397 K€. Par rapport à 2021, le résultat agrégé a diminué de 914 K€. Les produits ont augmenté de 8 333 K€ et les charges de 9 247 K€ entre 2021 et 2022.

1/ PRODUITS D'EXPLOITATION

Les principales ressources de l'Université de Reims Champagne-Ardenne sont les subventions d'exploitation qui sont passées de 187 926 K€ en 2021 à 194 117 K€ en 2022.

Elles représentent 87% du total des ressources de l'Université, dont 81% pour le seul ministère de tutelle sous l'effet de la comptabilisation de sa participation pour la rémunération des fonctionnaires (la dotation de masse salariale s'élève à 165 859 K€).

On note que la subvention pour charge de service public notifiée et versée par le ministère de tutelle a augmenté de 4 150 K€ entre 2021 et 2022.

Les subventions autres que la SCSP s'élèvent à 12 650 K€, dont 2 800 K€ de subventions Etat (ANR principalement). Hors recherche (qui bénéficie d'environ la moitié des financements reçus hors SCSP, soit 6 063 K€), les principales subventions reçues proviennent :

- de la Région Grand Est, pour 1 119 K€ (subventions sur projets)
- de l'ARS, pour 1 063 K€ (diverses subventions pour l'UFR Médecine)
- du CFAI de Champagne-Ardenne, pour 698 K€ (versements à l'EiSINE pour les formations effectuées)
- de Troyes Champagne Métropole, pour 526 K€ (subventions de fonctionnement)
- du conseil départemental de l'Aube, pour 377 K€ (subventions de fonctionnement)
- de l'Agence Erasmus+, pour 358 K€ (subventions liées à la mobilité étudiante et administrative)
- des entreprises redevables de la taxe d'apprentissage, pour 339 K€
- de la Caisse des dépôts et consignations, pour 325 K€ (Programmes d'investissements d'avenir « AILES » et « BIOECO academy »)
- de l'université de technologie de Troyes, pour 174 K€

Parmi les ressources propres, le montant des droits de scolarité (3 484 K€) baisse de 313 K€, ce qui reflète la diminution du nombre d'étudiants. A l'inverse, la formation continue augmente de 317 K€, s'élevant à 3 583 K€ en 2022. Les recettes propres liées aux contrats de recherche (1 692 K€) enregistrent une hausse importante de 438 K€, soit + 35%.

Les produits d'exploitation liés à la taxe d'apprentissage sont depuis 2020 répartis dans deux comptes : le compte 7481 pour la part de taxe d'apprentissage classique (13% des versements des entreprises, correspondant à des dépenses libératoires) et le compte 706231 pour la formation par l'apprentissage (87% des versements des entreprises à un OPérateur de COmpétence – OPCO, destinés au financement de l'apprentissage). La taxe d'apprentissage diminue de 113 K€ (339 K€), tandis que les recettes d'apprentissage - comme en 2021 – progressent largement, passant de 4 041 K€ à 5 301 K€ (+ 31%). Cette hausse est directement liée à l'augmentation du nombre d'apprentis (864 en 2021-2022 contre 1 135 en 2022-2023).

Le poste « autres prestations de services » diminue de 1 308K€, passant de 1 434 K€ à 126 K€, du fait de l'arrêt des facturations de tests COVID par le laboratoire de virologie de la faculté de médecine de l'URCA à deux laboratoires de biologie médicale privés.

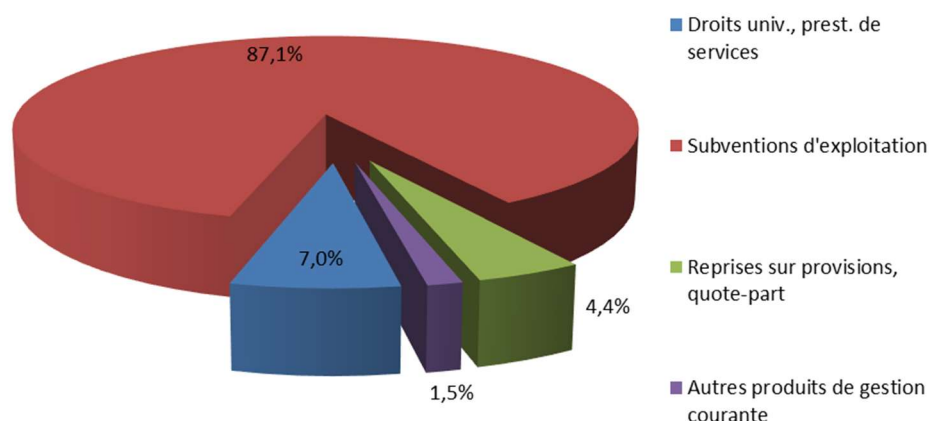
Le poste « autres produits » revient en 2022 à un niveau comparable à celui des années antérieures à 2021, qui avait enregistré la facture émise à l'encontre de la société Hydroption.

Le compte « produit des cessions d'actif » passe d'un niveau quasi nul en 2021 à 1 505 K€ en 2022 grâce à la cession du bâtiment « IUTL ».

Le total des produits d'exploitation (22 808 K€) se décompose comme suit :

• Subventions Etat	184 266 K€
• Autres subventions	9 499 K€
• Quote-part reprise au résultat des financements	6 640 K€
• Apprentissage	5 301 K€
• Formation continue	3 613 K€
• Reprises sur provisions	3 267 K€
• Droits universitaires	3 484 K€
• Prestations de recherche	1 692 K€
• Produits des cessions d'actif	1 505 K€
• CVEC	1 197 K€
• Produits des activités annexes	1 087 K€
• Taxe d'apprentissage	339 K€
• Annulation de charges exercice antérieur	243 K€
• Colloques	167 K€
• Quote-part dotation consommable Fondation	143 K€
• Autres prestations de services	126 K€
• Autres produits	122 K€

- Redevances, brevets 72 K€
- Ventes 21 K€
- Dons 11 K€
- Variation des stocks 10 K€



2/ CHARGES D'EXPLOITATION

2a/ Consommations de l'exercice en provenance de tiers

Les dépenses consacrées aux fluides passent de 4 124 K€ en 2021 à 4 387 K€, soit une hausse de 263 K€, qui reflète le début de l'augmentation des tarifs constatée.

Les frais de déplacements, colloques, réceptions ont plus que doublé, passant de 1 056 K€ en 2021 à 2 257 K€ en 2022, signe de la reprise d'une activité normale (le niveau est proche de celui d'avant la crise sanitaire).

Les prestations extérieures de gardiennage, nettoyage et informatique ont baissé de 531 K€ (3 233 K€ en 2021 contre 2 702 K€ en 2022). Les charges d'entretien et maintenance ont également diminué, passant de 2 817 K€ à 1 972 K€.

2b/ Impôts, taxes et versements assimilés (hors 633)

On constate une baisse de 44 K€ des impôts et taxes (151 K€ en 2021 contre 106 K€ en 2022). Elle est due à la diminution de la contribution FIPHFP (passant de 148 K€ à 85 K€, soit -63 K€), qui représente le principal poste de cette catégorie.

Les comptes 633 regroupent des cotisations assises sur les rémunérations suivantes : le versement transport (1 546 K€), l'allocation logement (448 K€), la prise en charge forfaitaire de la protection sociale complémentaire (18 K€) et sont donc inclus dans le paragraphe « 2c/ Charges de personnel » ci-après.

2c /Charges de personnel

La masse salariale totale, cotisations comprises (comptes 633), s'établit à 176 856 K€, soit 8 368 K€ de plus qu'en 2021. La masse salariale augmente ainsi de 5%, conséquence pour partie des différentes revalorisations listées dans les « faits caractéristiques », cf. *supra* 1g/.

Le montant de la paie sans ordonnancement préalable (PSOP) 2022 s'élève à 176 904 K€, soit une augmentation de 7 616 K€ par rapport à 2021.

Les dépenses de masse salariale hors PSOP (-48 K€) augmentent de 752 K€ et sont constituées des charges à payer et de leur extourne, d'œuvres sociales, dont le montant passe de 135 K€ en 2021 à 327 K€ en 2022 et de constatations de trop-perçus pour un montant de 118 K€.

Les charges de personnel représentent ainsi la part la plus élevée des dépenses de l'établissement, et particulièrement depuis 2011, année d'accession de l'université aux RCE, où les fonctionnaires de l'Etat sont désormais rémunérés par l'établissement : ainsi, ces charges totalisent 87% des seules dépenses de fonctionnement décaissables.

2 971 K€ ont été comptabilisés au titre des charges à payer de salaires hors CET et congés payés, soit 494 K€ de moins qu'en 2021. Ces charges à payer se répartissent ainsi : 1 854 K€ d'heures complémentaires (- 723 K€) et 1 117 K€ de rémunérations hors heures complémentaires (+ 229 K€).

Depuis le passage aux RCE, l'URCA procède à la comptabilisation de charges à payer relatives aux comptes épargne-temps (CET) et aux congés payés des personnels BIATSS. 189 K€ ont été comptabilisés au titre des CET de l'année 2022 (chiffre stable par rapport à 2021) : cette charge à payer ne comprend que les jours de CET faisant l'objet d'un versement ou d'une prise en compte dans le RAFP (comptes 6412/4286). Les jours de CET maintenus en droits à congés constituent une provision (comptes 6815/1582). Ainsi, une provision de 1 816 K€ a été comptabilisée hors masse salariale au titre des CET, soit une variation à la hausse de 254 K€ par rapport à 2021. L'impact du rachat de 9 jours de congés par l'établissement n'est donc pas encore visible. Enfin, une charge à payer de 2 222 K€ a été enregistrée au titre des congés payés des titulaires et non-titulaires (+ 226 K€).

Les enseignants et les enseignants chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Leurs droits à congés ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. En l'absence de suivi des droits à congés, s'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation relative aux droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne peut être réalisée, aucune charge à payer ne peut être comptabilisée à ce titre.

Le total des dettes de l'URCA concernant les personnels s'élève ainsi à 5 382 K€.

Détail du chapitre 64, cotisations et taxes incluses (comptes 633)

Frais de Personnel en millions d'€

			2018	2019	2020	2021	2022
641		Salaires - Rémunération de base	91,99	95,01	96,17	98,59	104,19
	64111	Rémunérations principales	78,05	80,24	81,64	82,77	85,89
	64112	Rémunérations accessoires	10,06	6,47	7,14	6,83	8,06
	6412	Congés payés	-3,08	0,22	-0,25	0,22	0,27
	6413	Primes et gratifications	1,85	3,07	2,54	3,76	4,23
	6414	Indemnités et avantages divers	4,59	4,78	4,85	4,80	5,56
	6415	Supplément familial	0,82	0,78	0,79	0,75	0,75
	6419	Abattement indemnitaire (transfert primes-points)	-0,30	-0,53	-0,54	-0,54	-0,57
645/633		Charges Sécurité sociale et prévoyance	66,48	67,42	68,98	69,52	71,86
647		Autres charges sociales	0,43	0,55	0,48	0,35	0,59
648		Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,03	0,02	0,20
		Chapitre 64	158,91	162,99	165,66	168,48	176,84

2d/ Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations et provisions

La dotation aux amortissements et aux provisions est très stable : elle passe de 16 113 K€ en 2021 à 16 029 K€ en 2022.

La quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat s'élève à 6 640 K€ et est en baisse de 262 K€. A l'intérieur de ce poste est également comptabilisée la neutralisation des amortissements des biens immobiliers remis en dotation pour 2 686 K€.

2e/ Autres charges de gestion

Le total des autres charges de gestion courante passe de 2 970 K€ en 2021 à 3 758 K€ en 2022, soit une forte hausse (788 K€).

Celle-ci est due à l'augmentation des autres charges spécifiques (subventions et bourses étudiantes versées par l'URCA) qui passent de 839 K€ en 2021 à 1 200 K€ en 2022, soit 360 K€ de hausse, signe que l'activité a fortement repris après deux années de crise sanitaire. Ainsi qu'à la cession du bâtiment « IUTL » et de son terrain, qui a généré la sortie de la valeur nette comptable à hauteur de 952 K€.

Ce poste comprend également les charges d'annulation de titres des exercices antérieurs, qui passent de 463 K€ à 375 K€.

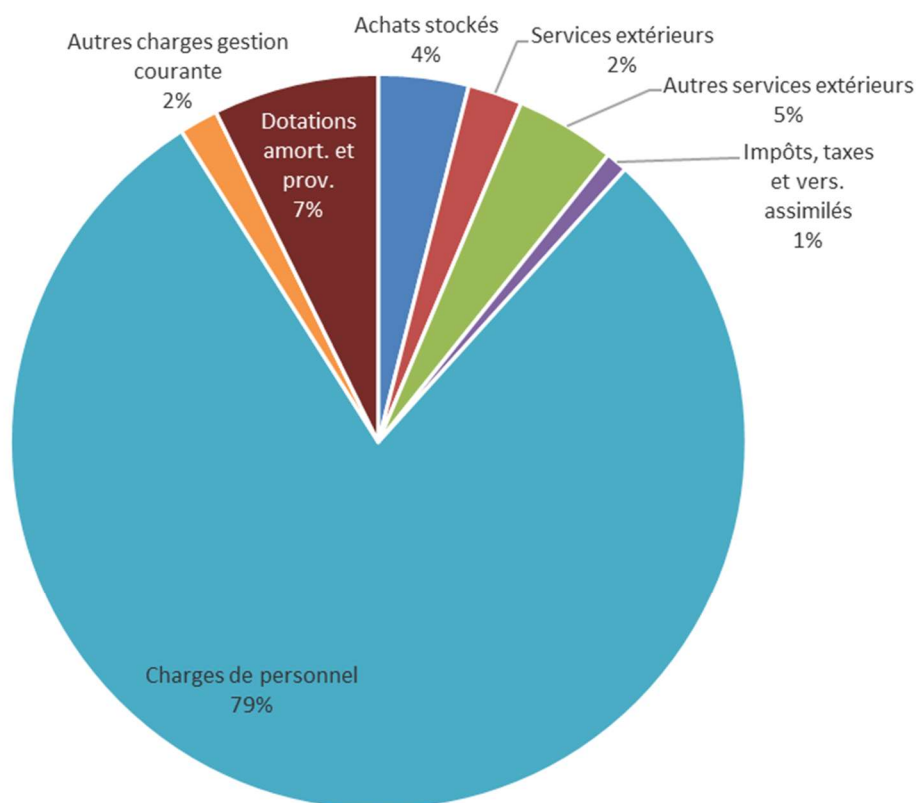
3/ CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les charges financières correspondent à des pertes de change. Leur montant n'est pas significatif. C'est le cas également pour les gains de change.

4/ CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Pour mémoire, les charges et produits exceptionnels n'existent plus et sont intégrés dans les charges et produits d'exploitation depuis 2018.

Répartition des charges de l'exercice 2022



chap. 60 : achats stockés = fluides, fournitures d'entretien , petit équipement, fournitures administratives, fournitures d'enseignement et de recherche
chap. 61 : services extérieurs = travaux d'entretien et de réparation, contrats de maintenance, frais d'études et de recherche, achats de documentations
chap. 62 : autres services extérieurs = frais de missions et de déplacements, frais postaux et de télécommunication, contrats de nettoyage, frais de réception, honoraires payés
chap. 63 : impôts et taxes
chap. 64 : charges de personnel
chap. 65 : autres charges de gestion courante = versement de bourses, redevances pour brevets et licences, opérations d'ordre
chap. 66 : charges financières
chap. 67 : charges exceptionnelles sur opérations de gestion
chap. 68 : dotations aux amortissements et provisions

IV) AUTRES INFORMATIONS

NOMBRE D'ETUDIANTS INSCRITS A L'URCA

Au 31 décembre 2022, 27 250 étudiants sont inscrits à l'université de Reims Champagne-Ardenne.

DETAIL DES EFFECTIFS DE L'URCA

Le tableau ci-après indique la répartition des effectifs de l'université de Reims Champagne-Ardenne.

Il détaille l'effectif réel (qui correspond aux effectifs physiques, présents au 31/12/2022, indépendamment de leur quotité de travail et de leur période d'activité sur l'année considérée) et l'effectif par ETP (il s'agit des effectifs présents au 31/12/2022, corrigés de la quotité de travail, mais indépendamment de la période d'activité sur l'année).

Attention, le tableau des emplois présenté dans le cadre de la GBCP est, lui, exprimé en ETPT ; cet indicateur mesure à la fois la quotité de travail et la période d'activité sur l'année.

Cf. tableau page suivante.

Contractuels présents au 31/12/2022		
Corps	Effectifs	ETP
DGS	1	1
MEDECIN	2	1,2
PSY.EN	7	4
ATTACHE	4	4
BIBLIOTHECAIRE	2	2
IGR	27	26,5
IGE	107	106
POST-DOCTORANT	19	19
INFIRMIERE	3	2,8
ASSAE	1	1
ASI	35	33,6
Total A	208	201,1
BIBAS	2	2
SAENES	22	21,8
TECH	96	95
Total B	120	118,8
ADJENES	31	29,7
ATRF	85	80,6
MAG	10	9,1
ATEC	0	0
Total C	126	119,4
Total BIATSS	454	439,3
PRAG	7	5,5
PRCE	40	36,7
EPS	1	1
Total 2° DEGRE	48	43,2
ASSIST MED OU ODON	83	83
ATER	41	41
LECTEUR	4	4
PAST	10	10
MAST	33	33
PR PH	0	0
MCF PH	0	0
MCF	0	0
DOCTORANT	161	161
CPJ	2	2
Total ANT ENS / ENS	334	334
CHERCHEURS		
Total ENS	382	377,2
Total général agents contractuels	836	816,5

Titulaires présents au 31/12/2022		
Corps	Effectifs	ETP
AGT COMPT	1	1
DGS	0	0
ADMENESR	0	0
ATTACHE	19	18,8
CONSERVATEUR	10	10
IGR	55	54,8
IGE	95	93,6
INFIRMIERE	4	4
BIBLIOTHECAIRE	3	3
ASSAE	2	2
ASI	46	44,4
Total A	235	231,6
BIBAS	18	17,8
SAENES	43	42,3
TECH	140	138,8
Total B	201	198,9
ADJENES	56	54,3
MAG	19	18,4
ATEC	4	4
ATRF	137	132,2
Total C	216	208,9
Total BIATSS	652	639,4
PR	208	207,8
PUPH	77	76,8
MCF	467	462,4
MCPH	39	39
TOTAL ENSEIGNANTS	791	786
CHERCHEURS		
PRAG	91	88
PRCE	104	94,4
EPS	11	10
PLP	12	12
ATER TIT	9	9
TOTAL 2° DEGRE	227	213,4
PREC	8	6,5
TOTAL 1° DEGRE	8	6,5
IA/IPR	1	1
ASSISTANT ENS. SUP.	0	0
CPE	2	1
PROF ENSAM	0	0
DIR	1	1
Total AUTRES	4	3
Total ENS	1030	1008,9
Total général agents titulaires	1682	1648,3

Effectif total	2518	2464,8
-----------------------	-------------	---------------

Source : Direction des Ressources Humaines

ANNEXE N° 1 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS

RUBRIQUES	Situations et mouvements			
	Montant des provisions comptabilisées à la fin de l'exercice précédent	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant des provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice
Provisions pour litiges	1 463 732,21	285 760,00	1 463 732,21	285 760,00
Provisions pour CET	1 561 536,35	1 815 585,78	1 561 536,35	1 815 585,78
TOTAL	3 025 268,56	2 101 345,78	3 025 268,56	2 101 345,78

ANNEXE N° 2 - TABLEAU DE VARIATION DES DEPRECIATIONS

RUBRIQUES		Situations et mouvements			
		Montant des provisions comptabilisées à la fin de l'exercice précédent	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant des provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice
Provision dépréciation des créances		242 038,02	1 213 521,02	242 038,02	1 213 521,02
TOTAL		242 038,02	1 213 521,02	242 038,02	1 213 521,02

ANNEXE N° 3 - TABLEAU DE VARIATION DES STOCKS

Numéro de compte	Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	Variation des stocks en augmentation (entrées)	Variation des stocks en diminution (sorties)
32	AUTRES APPROVISIONNEMENTS	3 594,24	10 380,68	6 786,44	
351	PRODUITS INTERMEDIAIRES	3 914,53	3 914,53		
355	PRODUITS FINIS	610 080,51	619 842,10	9 761,59	
TOTAL		617 589,28	634 137,31	16 548,03	-

ANNEXE N° 4 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE FIN DE L'EXERCICE PRECEDENT	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS			VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
		Par virement de poste à poste/Transferts	Acquisitions	Par virement de poste à poste/Transferts	Cessions/Mises au rebut	Apurement des comptes 23 sans fiche immo	
Immobilisations incorporelles (20)	4 241 511,15	4 836,00	318 334,56	0,00	452 209,30		4 112 472,41
Frais d'établissement							0,00
Frais de recherche et de développement	255 783,82						255 783,82
Concession et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 554 278,04	4 836,00	313 474,56		452 209,30		3 420 379,30
Droit au bail							0,00
Fonds commercial							0,00
Autres immobilisations incorporelles	431 449,29		4 860,00				436 309,29
Immobilisations incorporelles en cours (23)	29 448,00		28 046,74	4 836,00			52 658,74
Immobilisations corporelles (21)	286 549 536,01	1 011 390,25	10 014 110,02	217 193,41	4 149 387,75		293 208 455,12
Terrains	46 415 071,49				122 640,00		46 292 431,49
Agencement et aménagement de terrains	1 805 374,28						1 805 374,28
Constructions	141 063 446,05		847 318,86	217 193,41	1 176 904,94		140 516 666,56
Constructions sur sol d'autrui							0,00
Installations techniques, matériels et outillage	61 162 192,53	928 149,16	4 006 579,32		744 521,07		65 352 399,94
Collections	10 900,50						10 900,50
Biens historiques et culturels							0,00
Autres immobilisations corporelles	36 092 551,16	83 241,09	5 160 211,84		2 105 321,74		39 230 682,35
Immobilisations corporelles en cours (23)	3 541 589,69		5 114 229,90	794 196,84			7 861 622,75
TOTAUX	294 362 084,85	1 016 226,25	15 474 721,22	1 016 226,25	4 601 597,05	0,00	305 235 209,02

ANNEXE N° 5 – TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS (dotations de l'exercice)	DIMINUTIONS (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	CUMULES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles (20)	3 014 915,42	496 221,78	452 209,30	3 058 927,90
Frais d'établissement				0,00
Frais de recherche et de développement	233 461,88	12 369,11		245 830,99
Concession et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 746 191,89	444 563,26	452 209,30	2 738 545,85
Droit au bail				0,00
Fonds commercial				0,00
Autres immobilisations incorporelles	35 261,65	39 289,41		74 551,06
Immobilisations incorporelles en cours (23)				
Immobilisations corporelles (21)	78 060 247,01	12 433 285,47	3 183 011,66	87 310 520,82
Terrains				0,00
Agencement et aménagement de terrains	1 444 952,68	42 265,79		1 487 218,47
Constructions	15 562 035,62	4 283 503,06	360 252,87	19 485 285,81
Constructions sur sol d'autrui	0,00			0,00
Installations techniques, matériels et outillage	37 211 157,30	4 588 887,18	722 520,22	41 077 524,26
Collections	2 404,15	150,00		2 554,15
Biens historiques et culturels				0,00
Autres immobilisations corporelles	23 839 697,26	3 518 479,44	2 100 238,57	25 257 938,13
Immobilisations corporelles en cours (23)				
Immobilisations financières (27)				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés				
TOTAUX	81 075 162,43	12 929 507,25	3 635 220,96	90 369 448,72

ANNEXE N° 6 – TABLEAU DES FINANCEMENTS EXTERNES DE L'ACTIF

RUBRIQUES ET POSTES	CUMUL AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION					CUMUL A LA FIN DE L'EXERCICE
		FINANCEMENTS RECUS/ RATTACHEMENTS REALISES	FINANCEMENTS RECONSTITUES SUITE A LA REPRISE DE LA DEPRECIATION DE L'ACTIF FINANCE	REPRISE SUITE A L'AMORTISSEMENT DE L'ACTIF FINANCE	REPRISE SUITE AU RATTACHEMENT DE L'ACTIF	REPRISE SUITE A LA DEPRECIATION DE L'ACTIF FINANCE	REPRISE SUITE A LA CESSION OU MISE AU REBUT DE L'ACTIF FINANCE	PRODUIT CONSTATE D'AVANCE OU EXTOURNE DE PRODUIT A RECEVOIR	
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR L'ETAT	142 766 923,33	368 314,00	-	-	176 657,00	-	256 722,64	2 606,07	142 699 251,62
Financements non rattachés à un actif	31 416,21	191 657,00			176 657,00			2 606,07	43 810,14
Financements rattachés à un actif	142 735 507,12	176 657,00	-	-		-	256 722,64		142 655 441,48
-Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	134 571 187,80								134 571 187,80
-Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-								-
-Financement des autres actifs	8 164 319,32	176 657,00					256 722,64		8 084 253,68
FINANCEMENTS DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	71 597 628,69	11 608 978,43	-	-	2 304 824,99	-	405 354,85	271 525,24	80 224 902,04
Financements non rattachés à un actif	6 315 266,09	9 304 153,44	-	-	2 304 824,99	-	-	271 525,24	13 043 069,30
-Régions	2 651 682,26	6 219 447,55			27 115,73			- 107 429,55	8 951 443,63
-Départements	140 000,00	215 000,00			280 000,00				75 000,00
-Communes et groupements de communes	519 355,02	744 336,23			545 683,20			134 708,41	583 299,64
-Autres entités publiques dont établissements publics	-								-
-Union européenne	1 791 328,31	1 186 301,69			890 025,99			894 220,13	1 193 383,88
-Autres organismes	308 833,19	451 920,77			132 195,62			- 677 175,14	1 305 733,48
-Autres	904 067,31	487 147,20			429 804,45			27 201,39	934 208,67
Financements rattachés à un actif	65 282 362,60	2 304 824,99	-	-		-	405 354,85	-	67 181 832,74
-Régions	13 916 053,84	27 115,73					89 607,16		13 853 562,41
-Départements	18 637 204,52	280 000,00					5 859,50		18 911 345,02
-Communes et groupements de communes	11 758 409,81	545 683,20					104 995,99		12 199 097,02
-Autres entités publiques dont établissements publics	1 347 984,99								1 347 984,99
-Union européenne	11 440 358,76	890 025,99					16 326,88		12 314 057,87
-Autres organismes	1 572 215,58	132 195,62					29 637,88		1 674 773,32
-Autres (1318 et 138)	6 610 135,10	429 804,45					158 927,44		6 881 012,11
TOTAUX	214 364 552,02	11 977 292,43	-	-	2 481 481,99	-	662 077,49	274 131,31	222 924 153,66

ANNEXE N° 7 – TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES

Créances	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	102 726,60	-	102 726,60
-Créances rattachées à des participations	15 000,00		15 000,00
-Prêts			
-Autres créances immobilisées	87 726,60		87 726,60
Créances de l'actif circulant	14 657 522,34	14 657 522,34	-
-Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	9 615 834,07	9 615 834,07	-
-Créances clients et comptes rattachés	4 179 363,58	4 179 363,58	-
-Créances sur les redevables			
-Avances et acomptes versés sur commandes			
-Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)			
-Créances sur les autres débiteurs	499 820,66	499 820,66	-
-Charges constatées d'avance	362 504,03	362 504,03	-
TOTAUX	14 760 248,94	14 657 522,34	102 726,60

ANNEXE N° 8 – TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

Dettes	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
Dettes financières	-	-	-
-Emprunts obligataires			
-Emprunts souscrits auprès des établissements financiers			
-Dettes financières et autres emprunts			
Dettes non financières	32 063 798,15	32 063 798,15	-
-Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 195 055,95	6 195 055,95	-
-Dettes fiscales et sociales	5 381 930,93	5 381 930,93	-
-Avances et acomptes reçus	13 306 284,26	13 306 284,26	-
-Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	808 002,00	808 002,00	-
-Dettes liées au prélèvement sur ressources accumulées			-
Autres dettes non financières	349 092,06	349 092,06	-
Produits constatés d'avance	6 023 432,95	6 023 432,95	-
TOTAUX	32 063 798,15	32 063 798,15	-

ADDENDA

INDICATEURS FINANCIERS

Le résultat de fonctionnement

Le résultat de fonctionnement (résultat net comptable) agrégé dégage un excédent de **2 397 K€** dont la contribution par établissement est la suivante :

Le résultat net comptable hors SACD est excédentaire de **2 635 K€**.

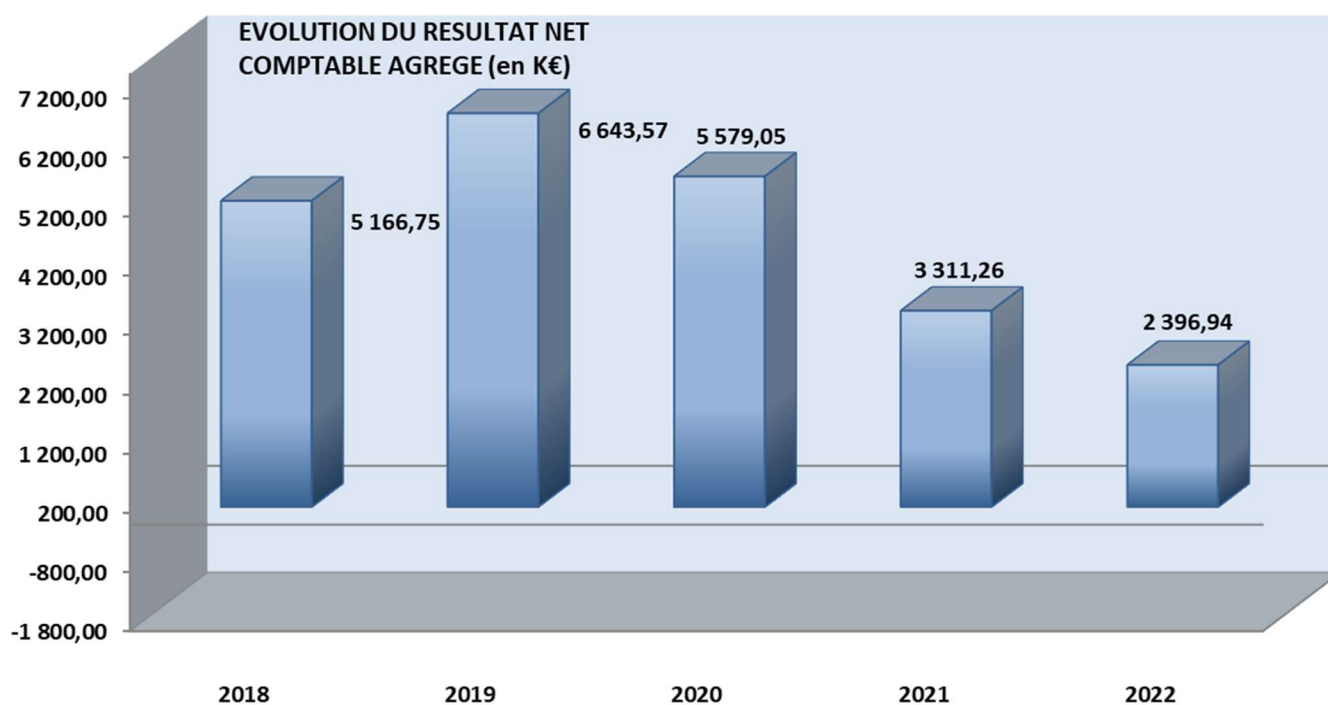
Le résultat net comptable du SAIC est déficitaire de **109 K€**.

Le résultat net comptable du CFA est déficitaire de **203 K€**.

Le résultat net comptable de la fondation est nul.

Le résultat net comptable du Réseau ESR est excédentaire de **73 K€**.

Son évolution est la suivante depuis 2018 :



La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement s'élève à **10 814 K€**. Elle a diminué de 498 K€ par rapport à 2021.

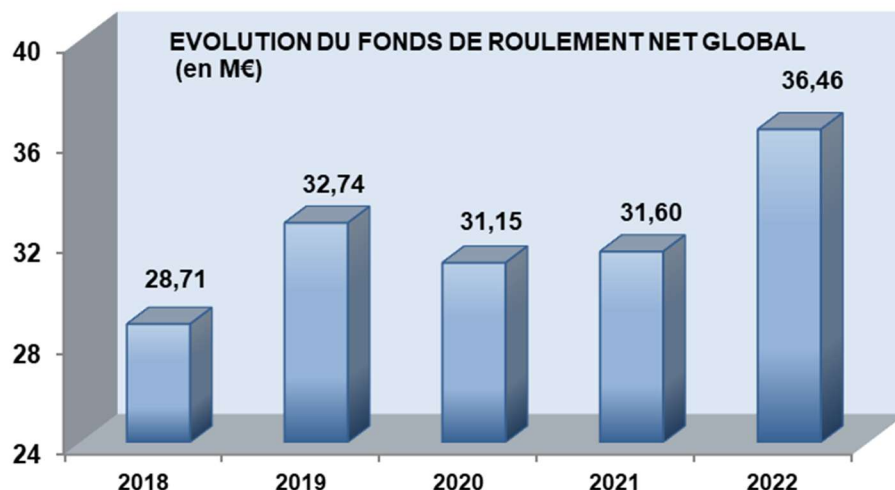
Son évolution est la suivante depuis 2018 :

DETAIL CAF	2022	2021	2020	2019	2018
Résultat net comptable	2 396 938,20	3 311 255,03	5 578 830,25	6 643 574,72	5 166 745,43
+ Dotations aux amortissements et provisions (c/68)	16 028 658,18	16 113 268,34	13 299 081,08	12 442 101,65	11 635 694,62
+ VNC des actifs cédés (c/656)	952 478,38				
- Produit des actifs cédés (c/756)	-1 504 600,00	-4 387,49	-4 739,61	-1 500,00	
- Neutralisation de l'amortissement des immeubles affectés (part du 7813 ayant pour contrepartie le 10491)	-2 685 839,66	-2 654 124,40	-2 467 423,09	-2 467 423,12	-2 467 423,12
- Reprises sur amortissements et provisions (c/781-10491)	-7 221 838,83	-5 888 056,39	-5 591 393,40	-5 304 897,12	-3 364 927,10
	7 965 796,27	10 877 955,09	10 814 355,23	11 311 856,13	10 970 089,83

Le fonds de roulement net global

Entre 2021 et 2022, le fonds de roulement agrégé a progressé de 4 860 K€. Il s'élève à 36 456 K€.

Son évolution depuis 2018 est la suivante :



Le fonds de roulement est calculé ainsi :

METHODE PAR LE HAUT DU BILAN		AGREGE	UNIV	SAIC	CFA	FONDATION	RESEAU ESR
Classe 1	+ capitaux permanents	292 755 524,79	284 411 173,35	4 186 347,54	2 727 833,56	910 097,17	520 073,17
	+ résultat exercice 2022	2 396 938,20	2 635 150,00	-108 727,19	-202 657,52	0,00	73 172,91
	+ provisions (15 et 49)	3 314 866,80	3 314 866,80				
	- FEA repris au compte de résultat	-47 043 155,61	-44 301 164,81	-2 741 990,80			
	Ressources Durables A	251 424 174,18	246 060 025,34	1 335 629,55	2 525 176,04	910 097,17	593 246,08
Classe 2	+ immobilisations	305 337 935,62	299 186 211,21	6 083 446,10	5 059,28		63 219,03
	- amortissements	-90 369 448,72	-84 926 249,93	-5 403 648,62	-5 059,28		-34 490,89
	Emplois Stables B	214 968 486,90	214 259 961,28	679 797,48	0,00		28 728,14
	Fonds de roulement = A - B	36 455 687,28	31 800 064,06	655 832,07	2 525 176,04	910 097,17	564 517,94

METHODE PAR LE BAS DU BILAN							
Classe 3	+ stocks	634 137,31	634 137,31				
Classe 4	+ créances d'exploitation	16 020 406,74	13 671 124,84	77 277,68	2 265 692,66	746,70	5 564,86
Classe 5	+ trésorerie / compte de liaison 185	52 014 304,76	49 217 305,57	603 403,18	668 956,84	952 680,23	571 958,94
Classe 4	- dettes d'exploitation sauf 49	-32 213 161,53	-31 722 503,66	-24 848,79	-409 473,46	-43 329,76	-13 005,86
	Fonds de roulement	36 455 687,28	31 800 064,06	655 832,07	2 525 176,04	910 097,17	564 517,94

Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Le BFR de l'Université de Reims est de -10 029 K€.

Les dettes sont principalement constituées :

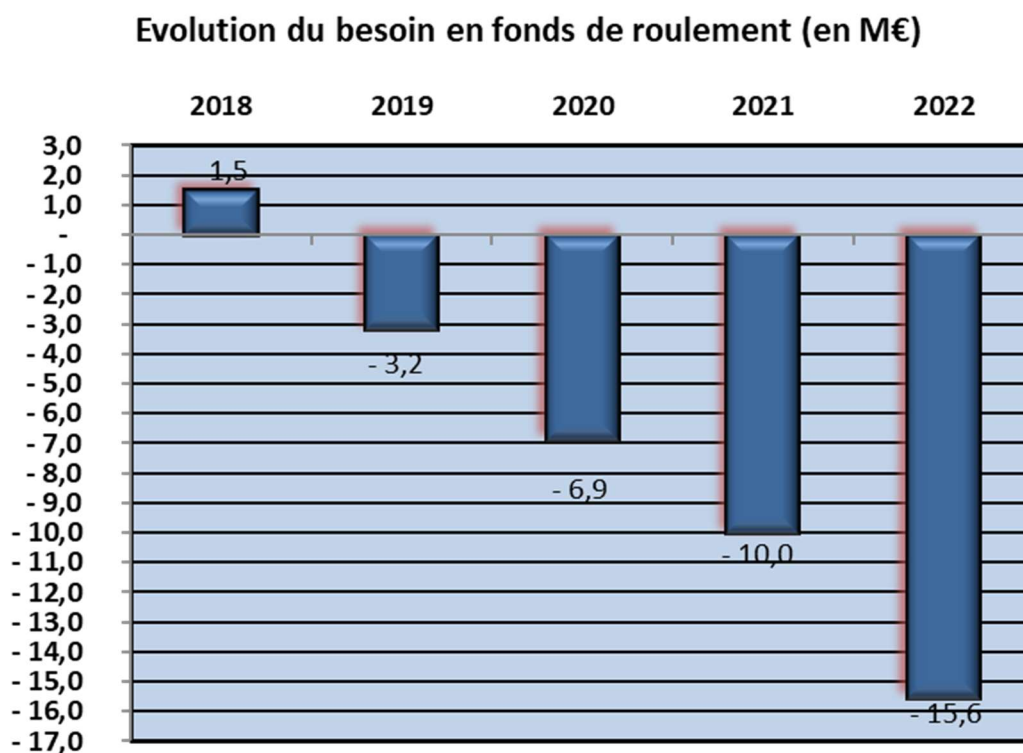
- ❖ des certifications de service fait datées de 2022 (factures non parvenues)
- ❖ des charges à payer en matière de personnel
- ❖ des subventions à recevoir
- ❖ des produits constatés d'avance.

Les créances sont principalement constituées :

- ❖ des restes à recouvrer
- ❖ des produits perçus d'avance
- ❖ du crédit de TVA
- ❖ des produits à recevoir.

Le détail est présenté dans le tableau figurant en page ci-après.

Son évolution depuis 2018 est la suivante :



	Exercice 2022		
Libellé	Créances	Dettes	Observations
Classe 3 - Stocks	634 137,31	-	
Classe 4 - Comptes de tiers			
Compte 40 - Fournisseurs			
401 - Fournisseurs	411,69	318 259,84	Factures non réglées lors du dernier paiement de l'année 2022
404 - Fournisseurs d'immobilisations	138 250,16	94 866,24	
409 - Fournisseurs débiteurs (acomptes)			
4081 - Fournisseurs : factures non parvenues (R&S)		4 602 484,02	Service fait dans SIFAC à la date du 31/12/22 (montant estimatif)
4084 - Fournisseurs : factures non parvenues (immobilisations)		1 318 107,70	Service fait dans SIFAC à la date du 31/12/22 (montant estimatif)
SOUS TOTAL 40	138 661,85	6 333 717,80	
Compte 411 : Clients	2 225 728,86		Reste à recouvrer en date du 31/12/22
Compte 416 - Contentieux	1 204 230,51		
Compte 418 - Produits perçus d'avance	1 592 184,14		
Compte 419 - Produits à recevoir		2 051 892,25	
SOUS TOTAL 41	5 022 143,51	2 051 892,25	
Compte 42 - Personnel	550,00	5 381 930,93	Charges à payer (rémunérations, heures complémentaires)
SOUS TOTAL 42	550,00	5 381 930,93	
Compte 43 - Sécurité Sociale et Organismes sociaux			
SOUS TOTAL 43	-	-	
Compte 44 - Etat & autres collectivités publiques			
441 - Subventions à recevoir	1 356 742,11	11 254 392,01	Dettes = avances sur contrats de recherche
443 - Remb. Etat sur heures complémentaires			
445 - TVA	1 550 231,12	10 302,71	Crédit de TVA
448 - Produits à recevoir	6 719 163,55		
SOUS TOTAL 44	9 626 136,78	11 264 694,72	
Compte 46 - Débiteurs et créditeurs divers			
463 - Reste à recouvrer			
465 - Créances sur cessions de VMP			
466 - Autres comptes créditeurs		79 635,96	
4671 - Aide à la mobilité internationale		808 000,00	Aide à la mobilité internationale (Bourses AMI)
4674 - Solde sur taxe apprentissage			
4675 - PIA Ailes		2,00	
4678/4679 - Autres comptes débiteurs	372 954,31		Autres créances clients
SOUS TOTAL 46	372 954,31	887 637,96	
Compte 47 - Comptes transitoires ou d'attente			
471 - Recettes à classer	0,01	268 803,01	Recettes encaissées mais non constatées budgétairement
472 - Dépenses à classer et régulariser.	497 456,25	398,81	Avances marchés
473 - Recettes à transférer		653,10	
478 - Autres comptes transitoires			
SOUS TOTAL 47	497 456,26	269 854,92	
Compte 48 - Compte de régularisation			
486 - Charges constatées d'avance	362 504,03		
487 - Produits constatés d'avance		6 023 432,95	Contrats de recherche, d'apprentissage
SOUS TOTAL 48	362 504,03	6 023 432,95	
TOTAL CLASSE 4	16 020 406,74	32 213 161,53	
TOTAL GENERAL	16 654 544,05	32 213 161,53	
BFR NEGATIF		15 558 617,48	

La trésorerie

La trésorerie de l'URCA s'élève à **52 014 K€**. Elle a augmenté de 10 389 K€.

COMPTES	DESIGNATION	VALEURS au DEBIT classe 5	VALEURS au CREDIT classe 5
CHEQUES IMPAYES			
51170000	Chèques impayés		
VALEURS A L'ENCAISSEMENT ou DECAISSEMENT			
51120000	Chèques à encaisser		
51180000	Autres valeurs		
51150000	Cartes Bancaires à l'encaissement	7 562,00 €	100,00 €
COMPTE AU TRESOR			
51510000	Compte de dépôts	51 991 295,57 €	
51590000	Règlements en cours		
CAISSE			
53100000	Caisse	4 538,19 €	
REGIES D'AVANCE ET DE RECETTES			
543/545	Fonds de caisse et avances	11 009,00 €	
VIREMENTS INTERNES DE FONDS			
58500000	Virements internes de fonds		

SOUS-TOTAUX PAR CATEGORIE	
Sous-total 51	51 998 757,57 €
Sous-total 53	4 538,19 €
Sous-total 54	11 009,00 €
Sous-total 58	0,00 €

TOTAL TRESORERIE	52 014 304,76 €
-------------------------	------------------------

La trésorerie d'un établissement est fonction des ressources dont il dispose (le fonds de roulement - sur du long terme) et de celles qu'il utilise (le besoin en fonds de roulement - sur du court terme).

Il en découle l'équation suivante : Trésorerie = FDR – BFR,

soit à l'URCA en 2022 : 52 014 304,76 € = 36 455 687,28 € – (-15 558 617,48 €)

Ainsi, lorsque le FDR augmente, il s'ensuit une augmentation de la trésorerie.

Lorsque le BFR augmente, la trésorerie diminue.



Agence comptable

Mars 2023

Photographies : images libres de droit
